

INTRODUCTION A L'HISTOIRE HONGROISE

I. — L'ÉPOQUE DE L'ORGANISATION EN TRIBUS.

Par quels peuples le territoire de la Hongrie était-il habité à l'époque précédant immédiatement la venue des Hongrois, c'est-à-dire dans la seconde moitié du ix^e siècle ? A cette question, nos connaissances ne fournissent qu'une réponse très défectueuse. Les flots des grandes migrations avaient anéanti sur ce sol jusqu'aux derniers vestiges de la civilisation romaine. Ni les Huns ni les tribus germaniques, qui se pressaient sur leurs traces, ne purent fonder sur les bords du Danube et de la Tisza un Etat capable de vivre. Ces peuples disparurent aussi vite qu'ils avaient apparu. Le dernier qui s'établit ici, celui des Avars, fut balayé par CHARLEMAGNE, dont la domination s'étendit sur une bonne part de la Pannonie. Après sa mort, lorsque l'empire franc, sa création, fut démembré, le prolongement oriental en fut arraché aussi et se perdit dans les flots toujours grandissants de la mer slave qui, au cours du siècle, s'infiltrait presque insensiblement vers l'ouest et de plus en plus inondait l'Europe centrale. C'est sur le territoire de la Moravie que les Slaves réussirent pour la première fois à constituer un Etat : la « Grande Moravie » de SVATOPLOUK, dont les frontières, surtout vers le nord et vers l'est, ne peuvent être établies avec certitude et dans laquelle une Eglise de rite slave était en formation. Au sud du Danube nous rencontrons aussi des princes slaves. Ils avaient pour voisin le pays des Croates. Mais dans la grande plaine hongroise, jusqu'à Munkács, étaient aussi dispersées des colonies türko-bulgares qui commençaient à se slaviser ; elles étaient sans aucune

cohésion politique, et groupées autour d'enceintes fortifiées. La formation d'un empire slave menaçait une partie de l'héritage de Charlemagne, l'empire des Francs orientaux, quand, s'étant allié aux Hongrois, l'empereur ARNOLPHE ravagea la Grande-Moravie. Les sauvages cavaliers hongrois, inconnus jusqu'alors, retournèrent chargés d'un riche butin à leurs campements des bords du Dniester (892).

*
*
*

Sur l'origine des Hongrois, les sources historiques ne nous renseignent qu'insuffisamment. Mais la linguistique comparée a démontré d'une manière indubitable que le peuple hongrois doit son existence à un mélange de tribus finno-ougriennes et turques. Dans la région du Caucase, l'élément ethnique le plus ancien, le finno-ougrien, dont le berceau, vers le commencement de notre ère, devait se trouver sur les pentes sud-est de l'Oural, et qui était à un degré inférieur de civilisation, subit l'influence des Türks-Ogours d'Occident, ancêtres des Bulgares qui vivaient sur une étape plus avancée de la civilisation humaine, et qui firent leur apparition, du v^e au vii^e siècle, sur les ruines de l'empire des Huns. Tandis que les éléments les plus anciens du vocabulaire hongrois, tels que les termes qui se rapportent à la chasse et à la pêche, sont d'origine finno-ougrienne, ceux qui se rapportent à l'élevage et à l'agriculture sont empruntés à une langue turque. Issu de ce mélange de tribus, le peuple hongrois apparaît dès le ix^e siècle comme un peuple uni, plutôt finno-ougrien d'origine, mais türk par la culture et l'aspect extérieur. Ce peuple nomade gagna, au cours d'émigrations séculaires, les riches herbages de la Russie méridionale. Comme tous les peuples nomades, il était divisé en tribus dont les chefs, les « hadnagy » éalisaient entre eux un chef suprême, mais seulement pour leurs expéditions guerrières. Attaqué dans sa nouvelle patrie, sur les rives du Don, par un peuple plus fort, les Pétchénègues, il se trouva coupé en deux parties inégales. La plus petite fut refoulée vers l'est, le long du Volga et du Byelaya, où ses descendants furent

retrouvés par un dominicain hongrois, le Père JULIEN, cédant à la pression de peuples parents qui le poussaient vers l'ouest, à la veille de l'invasion tartare 1241 qui allait engloutir dans ses flots la multitude des peuples de la steppe. La plus grande, composée de sept tribus, qui entraînent avec elles trois tribus d'un peuple de langue turque, les Kabars, s'établit dans l'Etelköz, sur le territoire de la Moldavie et de la Bessarabie actuelles.

Là, pour pouvoir se défendre avec plus de succès contre de semblables attaques et rapporter un plus riche butin des incursions auxquelles, à la façon de leurs parents, les autres peuples de cavaliers, ils se livraient dans le voisinage, ils élurent un prince héréditaire : ÁRPÁD, fils d'ÁLMOŠ, chef de la tribu la plus nombreuse et la plus forte : celle des Magyars, qui donna son nom au peuple entier. Dans l'occupation de la Hongrie, il faut voir probablement un acte politique et conscient du nouveau prince. Attaqués à l'improviste par les Pétchénegues (les « Pinceneis » de la *Chanson de Roland*) et les Bulgares alliés contre eux et fort supérieurs en nombre, les Hongrois furent contraints d'abandonner leur patrie d'Etelköz (*Atelkuzu*) et, pour mieux se préserver contre le retour de pareilles agressions, ils s'établirent dans la Hongrie actuelle, qui leur était connue depuis l'expédition morave et où ils pénétrèrent en 896 par la trouée de Verecke. Peut-être aussi un petit nombre d'entre eux, refoulés par les Pétchénegues jusque dans les pâturages des montagnes, passèrent-ils par les défilés de la Transylvanie. Comme leurs cousins et devanciers, les Huns, ils s'établirent d'abord le long de la Tisza d'où ils entreprirent des expéditions vers l'ouest et le sud-ouest. Quelques années plus tard, les tribus les plus fortes se retirèrent dans les régions accidentées de la Pannonie, qui leur parurent plus propres à servir de demeure permanente, étant données les ressources et les facilités de défense qu'elles offraient.

Les conquérants ne peuplèrent pas dans son entier ce qui devait être la Hongrie. Le territoire où ils s'établirent comprenait la vallée de la Tisza et du Danube jusqu'aux confins méridionaux de la plaine, ainsi que le pays situé au delà du Danube et de la Drave. Mais à l'intérieur de ces limites

mêmes s'étendaient de vastes régions désertes, car pour éviter les querelles entre les diverses tribus on avait laissé autour de leurs territoires une ceinture presque impraticable de terres inhabitées, couvertes pour la plupart de marécages et de forêts, et qui s'étendait à plusieurs journées de marche (*gyepű*). Les familles des « hadnagy », qui représentaient le noyau des tribus, étaient établies à l'embouchure de quelque cours d'eau, sur les deux rives, afin de garder la route stratégique naturelle formée par la vallée de la rivière ; autour d'elles, les autres familles formaient une sorte d'anneau. La tribu du chef prit possession du centre du territoire occupé : les deux rives du Moyen-Danube. Les autres tribus s'établirent alentour ; le choix du lieu était toujours déterminé par des considérations d'ordre militaire, telles que la garde de telle ou telle route stratégique particulièrement importante. En Transdanubie (Pannonie) et en Transylvanie, de vastes espaces restaient inhabités, car on redoutait toujours une nouvelle attaque du côté de l'est. En hiver, les Hongrois campaient dans la plaine, auprès des cours d'eau et des marécages, puis, au printemps, quand les crues commençaient, ils se retiraient sur les collines avec leurs troupeaux et y restaient jusqu'aux premiers froids. Chacune des tribus avait donc un double habitat.

Les membres des diverses tribus possédaient en commun une terre de grande étendue, où travaillaient pour eux les serviteurs qu'ils avaient amenés et les sujets autochtones qu'ils y avaient trouvés. Ces derniers, que les Hongrois n'eurent pas de peine à soumettre, se fondirent avec eux, excepté les Slovaques du Nord-Ouest, au bout d'un ou deux siècles. C'est de cette manière que passèrent dans la langue hongroise les noms de lieu et de rivière turco-bulgares et un grand nombre de mots empruntés à plusieurs langues slaves se rapportant aux métiers, aux institutions publiques et ecclésiastiques et à beaucoup de notions attestant une civilisation assez avancée.

Dans leur culture et leurs coutumes, les Hongrois ressemblaient aux autres peuples nomades. Il est certain qu'ils pratiquaient le rapt des femmes, mais le plus souvent le futur mari achetait son épouse. Le père disposait d'un pou-

l'Ostmark (marches orientales) et dirigea de nouveau son attention vers l'ennemi séculaire : les Slaves. Cette heureuse circonstance fut mise à profit par un rejeton de la tribu d'Árpád : le duc GEYCHA (Géza) (972-997), pour renforcer l'autorité princière. Mais ce ne fut qu'au prix de luttes sanglantes qu'il réussit à briser la puissance des chefs de tribus, habitués à l'indépendance, et à reprendre définitivement le pouvoir sur les tribus indisciplinées auxquelles beaucoup d'éléments étrangers, slaves, bulgares, péchéniègues s'étaient ralliés dans les années de rapines. Il encouragea aussi l'établissement de guerriers étrangers qui n'appartenaient pas à l'organisme des tribus. Enfin, pour couronner et assurer son œuvre politique, il noua des relations de parenté avec la dynastie la plus illustre et maria son fils à la princesse bavaroise GISÈLE. Cet événement marque le début des rapports suivis de la nation hongroise avec la civilisation occidentale, qui détermina le sens de son développement ultérieur.

BIBLIOGRAPHIE

Bien que l'absence s'en fasse souvent sentir, la bibliographie des études historiques hongroises attend encore son créateur.

On trouvera une liste des ouvrages récents parus en une autre langue que le hongrois dans la *Bibliographia Hungariae. I. Historica, Verzeichnis der 1861-1921 erschienenen Ungarn betreffenden Schriften in nichtungarischer Sprache* Berlin-Leipzig 1923, rédigée sous la direction du regretté Robert GRÄGER. La *Bibliographie française de la Hongrie (1521-1910)* d'Ignace KONT (Paris, Leroux, 1913, xvi, 323 p.) peut rendre également de bons services. Dans les *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft* Lajos MANGOLD et dernièrement Mihály AUNER donnent d'année en année, jusqu'en 1913, un excellent aperçu de la littérature historique hongroise. Béla PELZ a rédigé (1917, pour les années 1868-1916, l'index des matières du périodique de la *Magyar Történeli Társulat*, (Société hongroise de l'histoire), les *Századok* (« Siècles ») mais uniquement selon les auteurs des articles. Nous n'énumérons ci-dessous que les ouvrages que nous avons utilisés dans ce travail ainsi que ceux dont l'objet n'est pas d'élucider telle ou telle question de détail mais qui sont d'un caractère plus général et enfin ceux qui, en faisant connaître la bibliographie de certains sujets, montrent au chercheur la voie à suivre pour se procurer de plus amples informations ¹.

L'ouvrage publié par Sándor SZILÁGYI à l'occasion du millénaire : *A magyar nemzet története*. (Histoire de la nation hongroise) Budapest,

1. Voir Lukinich, *l'Académie Hongroise et les sciences historiques en Hongrie*. Revue des Études Hongroises, 1926 [t. 4], pp. 78-89.

1895-98, dont les 10 volumes, écrits par des auteurs différents, sont de valeur très diverse, embrasse l'histoire hongroise tout entière. Mais on peut encore feuilleter avec profit l'ouvrage de Mihály HORVÁTH; *Magyarország történelme* (Histoire de la Hongrie) Pest 1871-73 et celui de László SZALAY, *Magyarország története* (Histoire de la Hongrie) Leipzig 1853-59. Celui d'Ignace ACSÁDY, *A magyar birodalom története* (Histoire de la Hongrie) I-II, Budapest 1903, est moins étendu. L'œuvre d'ensemble la plus récente est celle d'Alexandre DOMANOVSKY, *Die Geschichte Ungarns*, Munich 1923. Dans *Der Staat Ungarn* (Stuttgart-Berlin 1918), Jules SZEKŰ donne un tableau plastique du développement de l'État Hongrois. Au lecteur français ne lisant ni l'allemand ni le hongrois il ne reste que l'ouvrage très érudit mais un peu périmé d'Edouard SAYOUS, *Histoire générale des Hongrois*, Paris, 1876, I-II. La seconde édition de cet ouvrage (Budapest et Paris 1900) est dans certaines parties abrégée, dans d'autres, complétée. Sur l'origine et le peuple hongrois et son histoire dans les temps les plus reculés, des données sûres nous sont fournies par la linguistique moderne, qui se groupe autour de la revue *Magyar Nyelv* (Langue hongroise). Parmi les nombreux ouvrages de ce genre, les plus importants sont : Joseph SZINNYEI, *Die Herkunft der Ungarn, ihre Sprache und Urkultur*, Berlin 1921 (Ungarische Bibliothek. I : L'origine et la langue des Hongrois et leur civilisation à l'époque de leur installation en Hongrie) Budapest 1910; Comte Etienne ZICHY, *A magyarság őstörténete és műveltsége a honfoglalásig* (L'histoire et la civilisation des Hongrois jusqu'à leur installation en Hongrie. Budapest, 1923) qui fraye à la science des chemins nouveaux et prouve d'une manière décisive la fusion des Huns avec les anciens Bulgares. Le lecteur français trouvera un résumé de ces études dans la *Revue des Etudes Hongroises et Finno-Ougriennes*, Paris, Champion, 1923, [t. 1] pp. 5-14; 1924, [t. 2] pp. 105-116; 156-171. Sont encore indispensables à la connaissance de l'histoire : Zoltán GOMBÓCZ, *Die bulgarisch-türkischen Lehnwörter in der ung. Sprache*, Helsinki 1912, et János MELICH, *Szláv jövevényszavaink* (Nos mots d'origine slave, I-II. Budapest 1903-1905 (conclusions périmées). Sur les habitants de la Hongrie à l'époque de la conquête hongroise, du même János MELICH, *Bulgárok és szlávok* (Bulgares et Slaves), *Magyar Nyelv*, t. XVII et l'ouvrage capital : *A honfoglalás kori Magyarország* (La Hongrie à l'époque de la conquête) Bpest 1925; Bálint HÓMAN, *A magyarok honfoglalása és elhelyezkedése* (La conquête de la Hongrie par les Hongrois et leur installation), Budapest 1923. (Ces deux derniers travaux ont paru dans la série de *A Magyar Nyelvtudomány Kézikönyve*). M. HÓMAN traite et résout les questions touchant l'arrivée et l'établissement des Hongrois. Gyula PAULER, *A magyar nemzet története Szent Istvánig* (Histoire de la nation hongroise jusqu'à Saint-Etienne), Budapest 1900, les questions de l'histoire politique. Karl TAGÁNYI, *Lebende Rechtsgewohnheiten und ihre Sammlung*, Berlin, 1922 (Ungarische Bibl. III) donne des éclaircissements sur plus d'un point touchant la civilisation; R. LÜTTICH, *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert*, EBERING 1910 (*Hist. Studien* 84) et HALPHEN, *Les barbares*, Alcan 1925 sur les randonnées des Hongrois, et K. SCHÖNEMANN, *Die Deutschen in Ungarn bis zum 12. Jahrhundert* (Ung. Bibl. VIII) Berlin 1923, sur les plus anciennes relations hungaro-allemandes. En ce qui concerne les plus anciennes relations hungaro-italiennes voir : Alfredo FEST, *I primi rapporti della nazione ungherese coll' Italia*. Corvina (Budapest), vol. III (janv.-juin 1922), pp. 5-39; vol. IV. (juin-déc. 1922), pp. 19-99. La revue

de l'Institut Hongrois de l'Université de Berlin *Ungarische Jahrbücher* (Berlin, Walter de Gruyter, à partir de 1921) est en partie dédiée aux études historiques et sa partie bibliographique est très soignée (surtout depuis 1926). Sur tout ce qui concerne les rapports des Hongrois avec l'Orient voir l'essai bibliographique de Julius MORAVCSIK, *Ungarische Bibliographie der Turkologie u. der orientalischen Beziehungen* 1914-1925, Körösi-Csoma Arch. 1916, pp. 199-236.

2. — LA ROYAUTE PATRIMONIALE.

ÉTIENNE (997-1038), fils de GEYCHA, fit de ces tribus une nation, de cette cohésion relative un organisme politique unifié. Le pas le plus important sur cette voie fut la conversion à la religion chrétienne, partout l'organisation ecclésiastique favorisa le développement d'un pouvoir politique uni. Parmi les diverses peuplades slaves de Hongrie il devait déjà se trouver un grand nombre de chrétiens, mais, vacillant eux-mêmes dans leur foi, ils n'avaient pas converti leurs maîtres. GEYCHA (Géza) lui-même avait déjà, du territoire des évêchés voisins, et particulièrement de celui de Passau, appelé des missionnaires pleins de zèle qui trouvèrent en ce pays un champ favorable à leur activité. Mais la conversion véritable et l'organisation de l'Eglise furent l'œuvre de son fils. On retrouve aussi en Hongrie les traces du catholicisme oriental, que les tribus du midi avaient eu l'occasion de connaître au cours de leurs randonnées, mais Étienne et son père Geycha (Géza) se tournèrent à dessein vers Rome, et non vers Byzance ; Étienne alla même jusqu'à exterminer, les armes à la main, le catholicisme oriental, assez répandu parmi les Hongrois et Bulgares dans la région située entre le Maros et la Tisza. Les conséquences de cette politique religieuse sont incalculables : si comme les Bulgares, d'origine turque, la Hongrie s'était ralliée à l'Eglise et à la civilisation orientales, elle n'aurait pas manqué d'être slavisée comme ceux-ci. Que la conversion ait, pour une bonne part, été opérée par des moyens violents et non par la force de la persuasion, c'est ce que prouve la résistance opposée par le paganisme et qui éclata dans toute sa force après la mort d'Étienne. Dans sa lutte pour la conversion des Hongrois

comme dans les efforts qu'il déploya pour assurer les bases de la puissance politique, Étienne fut soutenu puissamment par les membres de sa tribu, plus forte que les autres, mais aussi par les chevaliers venus en Hongrie avec l'escorte de la reine, qui reçurent de riches donations aux dépens des chefs des tribus vaincues et devinrent les ancêtres de beaucoup de grandes familles hongroises. Jugeant la position de l'Eglise assurée par la fondation de deux archevêchés et de huit évêchés et par l'établissement en Hongrie de l'ordre des Bénédictins, chacune de ces institutions ayant reçu en partage de vastes domaines, dépouilles des chefs de tribus déchus de leur puissance — Étienne voulut mettre la dernière pierre à son œuvre religieuse et politique et se fit couronner, de la couronne qu'il reçut du pape.

La puissance d'Étienne et — pendant deux siècles — de ses descendants s'édifia sur un organisme dont la base était formée par le domaine personnel du roi, domaine immense, couvrant, aux XI^e-XII^e siècles, un territoire beaucoup plus vaste que tous les autres ensemble. Ce domaine personnel du roi se composait des terres de sa propre tribu, des biens des tribus vaincues après avoir voulu s'opposer aux progrès du pouvoir du prince, et des territoires, en majeure partie boisés, que personne n'avait occupés lors de la conquête, mais qui commençaient lentement à se peupler. L'administration de ces derniers territoires ainsi que de la nombreuse population libre qui cherchait l'abri de la puissance royale fut confiée par Étienne à des officiers désignés par lui à la manière des comtes francs (*comes*), mais nommés d'un nom d'origine slave (*ispán*), qui étaient placés à la tête d'un *megye* (*comitat*) royal et auxquels servaient de résidence les bourgs fortifiés d'origine slavo-bulgare. Ces officiers ramassaient les récoltes, rendaient la justice, et conduisaient à la guerre les habitants de leur bourg. Mais ils rassemblaient aussi sous leur bannière les hommes libres établis entre les territoires de ces bourgs et vivant indépendants sur leurs domaines, lesquels pouvaient soit appartenir en commun à telle ou telle famille soit appartenir à des particuliers, ce qu'avaient rendu possible les édits du grand roi sur la propriété privée. Les habitants des anciens domaines de la

famille royale étaient soumis au premier officier de la cour, au *nádorispán* (comte palatin) et à la juridiction du *juge de la cour*. Mais bientôt, pendant le XI^e siècle et, par suite de l'accroissement de la population, il devint nécessaire de décentraliser aussi l'administration de ces domaines et de ces peuples, et de placer des *ispán* à la tête des exploitations agricoles appartenant au domaine royal. Saint-Étienne avait créé 45 départements, mais au milieu du XII^e siècle on en comptait déjà 72. Les grands officiers de la cour et les grands dignitaires de l'Église formaient le conseil du roi, que celui-ci consultait, si tel était son désir, avant d'émettre ses édits souverains.

Par l'introduction de la propriété privée, au temps de Saint-Étienne, une transformation essentielle s'opéra également dans la vie économique. A l'élevage du bétail, complément de l'existence nomade, se substitua de plus en plus la culture du sol, et grâce à ses rapports avec l'Occident la Hongrie commença de participer au trafic européen, ce dont les monnaies qu'Étienne fit frapper sur le modèle des monnaies bavaroises de son beau-père furent la meilleure attestation. Fort recherchées pour leur bon aloi dans le commerce international, elles devinrent un moyen de paiement favori dans les régions septentrionales de l'Europe, jusqu'en Scandinavie et dans les îles Féroé.

*
* *

- La longue période qui suit la mort de SAINT-ÉTIENNE (1038) montra combien le premier roi des Hongrois avait fortifié l'Etat par une sage organisation politique et économique. Abstraction faite des règnes de SAINT-LADISLAS (1077-1095) et de KÁLMÁN (Coloman 1095-1119), qui représentent une bonne génération, le XI^e et le XII^e siècles furent en effet une époque de divisions intestines incessantes et de guerres dont ces troubles étaient le plus souvent la cause. Le mode de succession au trône en usage chez les rois de France : de père en fils et suivant le droit de primogéniture, fut longtemps sans pouvoir prendre racine dans la race arpádienne et dans la conscience nationale. Tous les membres de la famille

d'Árpád prétendaient à une part au moins du pouvoir ; les frères du roi, en particulier, pouvaient généralement s'appuyer sur un large parti quand, conformément aux coutumes des peuples türks, ils opposaient leurs prétentions à celles de son fils. Le souverain se croyait tenu de céder une partie du royaume à son frère et même à son fils adulte. Après quoi, aiguillonné par sa cour, le *prince (herceg)* ou *jeune roi* ne se contentait pas de sa part, et prenait les armes pour s'assurer le trône, à soi et à ses descendants. Dans ces luttes fratricides, chacun des partis cherchait du renfort à l'étranger, chez la parenté de son chef, si bien que, pendant le cours du xi^e siècle, les empereurs allemands et pendant le cours du xii^e, l'empire de Byzance, qui connaissait alors un regain de prospérité, auraient volontiers profité de l'occasion pour étendre leur pouvoir sur ce royaume si bien organisé et si florissant, pour en réduire le souverain au rôle de vassal. Mais le pays réussit à préserver son indépendance et si les rejetons de la souche d'Árpád combattirent souvent à la tête d'armées étrangères afin de s'emparer du trône, une fois en possession de celui-ci ils ne perdaient plus de vue l'intérêt de leurs États.

La lutte éclata immédiatement après la mort d'Étienne qui, voyant dans les princes árpádiens un danger pour l'Eglise chrétienne, les avait bannis du royaume et choisit pour successeur un de ses parents vénitiens, PIERRE URSEOLI (1038-1046). Ce dernier implora contre les princes le secours de l'empereur Henri III, mais il n'en perdit pas moins sa couronne. L'un des princes, ANDRÉ I^{er} (1047-1060), étant monté sur le trône, recourut à son tour à l'aide de l'empereur allemand dans l'intérêt de son fils et contre son frère BÉLA I^{er} (1061-1063). Les empereurs firent plusieurs campagnes pour soutenir leurs protégés jusqu'au jour où leur lutte acharnée avec le pape les empêcha de s'occuper des affaires de leurs voisins orientaux. Vers le milieu du xii^e siècle leur rôle fut repris par Manuel, empereur de Byzance, à la cour duquel séjournèrent plusieurs princes árpádiens. Les rois de Hongrie se tournèrent aussi vers le nord, où ils soutinrent contre de petits princes russes des guerres dynastiques. Mais ces luttes étaient loin d'épuiser les forces nationales et, grâce

à la sage politique suivie dans la défense et la colonisation du pays par les grands successeurs d'Étienne : SAINT-LADISLAS, KÁLMÁN, GÉZA (Geycha) II (1141-1161) et BÉLA III (1173-1196), la nation ne s'en trouva pas affaiblie. Bien loin de laisser entamer l'héritage de Saint-Étienne, les rois étendirent de plus en plus leur domination, si bien que dès la fin du xii^e siècle les frontières de la Hongrie atteignaient presque partout la ligne tracée par la nature : la puissante couronne des Carpathes et le cours du Danube et de la Save.

Le principal mérite des Árpádiens fut leur sage politique colonisatrice, en rapports étroits avec le système défensif créé sur les frontières et le développement du réseau de fortifications. Cette organisation explique comment les forces hongroises purent tenir tête aux troupes lourdement armées des empereurs allemands. Le territoire dont les sept tribus avaient pris possession était environné de vastes forêts. Où celles-ci venaient à manquer, comme vers l'ouest, la défense était facilitée par des régions marécageuses que des obstacles artificiels, des tranchées, des territoires inondés rendaient plus inaccessibles encore. Ça et là seulement, le long de cette enceinte appelée *gyepü*, on rencontrait des « portes », naturellement très larges, par lesquelles une route praticable conduisait dans l'intérieur du pays. Au delà du *gyepü* à plusieurs journées de marche s'étendait un territoire inhabité sur lequel, dans l'intérêt de la défense, il n'était permis à personne de s'établir. Des gardiens permanents, choisis parmi les éléments les plus belliqueux, étaient préposés à la garde de ces portes.

C'était surtout vers l'ouest, où la frontière était le plus ouverte, que l'on avait besoin de gardiens sûrs. Au xi^e siècle, les rois y établirent les Pétchéniègues qui venus de leur ancienne patrie d'Etelköz (Moldavie) avaient forcé la ligne de défense hongroise mais, serrés de près par un peuple de fort, les Comans, s'étaient vus contraints de demander à être admis dans le pays. Nous trouvons à leurs côtés les Iazyges et les Székely (*Sicules*, en allemand *Szeckler*). C'est contre la résistance des Székely de Transylvanie que se brisèrent les attaques des peuples parents venus de l'est. Quand cessa la nécessité de la défense et qu'il fallut, en raison de

la densité de la population ouvrir aux colons des territoires nouveaux, la ceinture de *gyepü* fut repoussée plus loin et l'ancienne zone de défense fut incorporée dans le système des fortifications royales. C'est ce qui se passa à l'ouest, quand on n'eut plus à redouter une attaque du côté de l'Empire. Une partie de la zone de défense y fut colonisée par des Allemands venus du territoire voisin, les marches orientales. Il en fut de même au nord et au nord-ouest, où l'on peut suivre des yeux le processus de la colonisation slave, et où le pays n'atteint ses frontières naturelles que vers le milieu du xiii^e siècle. Du sud-ouest, de la région de Nyitra, la population slovaque se répandit sur les plateaux de Liptó et de Turóc, mais sans pouvoir y constituer un organisme politique. Ils ne différaient pas en cela de leurs cousins du bas pays au temps de la conquête hongroise. Tout en restant groupés par tribus, ils se contentèrent d'établir des colonies de pêcheurs et de chasseurs sans aucune cohésion et n'occupèrent même pas les territoires propres à l'agriculture. Ils furent suivis bientôt par des Hongrois de condition libre, qui leur apportèrent la culture politique et économique. Ce furent ces derniers qui, sous la protection de quelque château royal, peuplèrent d'une population purement magyare, et de villages d'agriculteurs, ce territoire jusqu'alors inhabité. Mais à la longue ces feudataires mi-soldats mi-paysans se slovaquisèrent à leur tour. L'établissement des Slovaques en Haute-Hongrie se poursuivit jusque dans le xiv^e siècle, sous la direction des *soltész* (scultetus) que le roi avait investis d'une certaine autorité judiciaire et administrative sur la commune (*lehota*), formée par les colons rassemblés en vue du défrichement.

Pour déboiser les vastes solitudes des Carpathes et agrandir ainsi le territoire cultivé, les souverains hongrois eurent volontiers recours aux Allemands qui venaient, justement alors, essaimer sur les territoires situés à l'est de leurs établissements ancestraux, et dont la civilisation était plus avancée. Toutes les villes hongroises dispersées de Cassovie (Kassa) à Szakolca, dans la région de Szepes (Zips) et la Haute-Hongrie, ont été fondées par eux. Un fort groupe d'Allemands, venus de Flandre et de la région de la Moselle, fut chargé vers la fin du xii^e siècle par les rois de garder la fron-

tière méridionale de la Transylvanie et investi de privilèges extraordinaires, que les *Saxons* gardèrent au milieu de toutes les vicissitudes de leur histoire. A cette époque aussi commença de s'infiltrer à travers les pâturages des Carpathes un peuple de pasteurs, les Roumains, venus des Balkans, qui se multiplia si vite qu'au bout de quelques siècles il avait inondé toute la partie montagneuse de la Transylvanie. Sous leurs *kenéz* les colonies roumaines se consacrèrent au défrichement des forêts et à l'élevage du bétail.

Une conséquence de l'immigration allemande fut l'essor que prirent en Transylvanie l'exploitation des mines de sel-gemme et dans la Haute-Hongrie celle des minerais, qui furent pour les rois une riche source de revenus. Mais ce n'est pas seulement par l'intermédiaire des Allemands que parvint jusque chez les Hongrois la civilisation occidentale. On retrouve par tout le pays des établissements wallons dont çà et là, jusqu'au xv^e siècle, les habitants parlaient encore français. Entre les murs de Nagyvárad (Grand-Varadin), de Bude, d'Esztergom, d'Albe Royale (Székesfehérvár) et de Zagreb, vivaient, à l'époque arpádienne, des Wallons à qui la Hongrie est redevable de bien des progrès dans la civilisation urbaine et dans les métiers. Il est probable que le développement de la viticulture dans la région de Tokáj est aussi l'œuvre de ces Wallons. Mais l'influence de la civilisation française s'exerça encore en Hongrie dans une autre direction. C'est dans un milieu tout pénétré de cette culture, à la cour de Byzance, que grandit le roi BÉLA III ; comme lui, qui épousa la princesse MARGUERITE, sœur du roi de France Philippe-Auguste, ses fils s'allièrent à la cour de France par leur mariage avec des princesses françaises. Avec ces reines, des clercs et des laïcs de leur suite arrivèrent naturellement en Hongrie. L'établissement en ce pays des Cisterciens et des Prémontrés appartient aussi à ce chapitre, et quand la valeur croissante de la propriété foncière eut habitué les Hongrois à produire à l'appui de leurs droits des titres en bonne et due forme, parmi les membres des chapitres, des *loca credibilia* qui furent les bureaux de notaire du moyen-âge hongrois, il s'en trouva plus d'un qui avait appris à Paris l'art d'établir un document.

Le seul effet de ces multiples influences étrangères fut d'élever le niveau de la civilisation hongroise, sans en altérer le caractère national. Au point de vue ethnique, l'élément hongrois qui se serrait autour des châteaux royaux se fortifia même au cours de ces siècles, grâce à l'apport des peuples turks, parents du peuple hongrois, auxquels les rois, reconnaissant en eux des soldats dont ils pourraient être sûrs, donnèrent une nouvelle patrie à l'intérieur même du territoire anciennement occupé par les sept tribus, sur le sol qui séparait les unes des autres les colonies allemandes ou slaves. Ce n'est pas un plus haut degré de civilisation, mais un caractère racial plus prononcé que les Hongrois doivent aux Iazyges d'origine irano-alaine et aux Pétchénegues et Comans turks. Ces derniers, les plus nombreux, que l'invasion des Tartares avait contraints à quitter leur ancienne patrie, en trouvèrent une autre en Hongrie. Etablis en masses compactes, dans les territoires, appelés la « Petite » et la « Grande Comanie », ils se répandirent aussi ailleurs dans la Grande Plaine Hongroise.

Le réseau de châteaux-forts qui défendait la Hongrie n'eut pas à souffrir de ces établissements, mais les revenus du domaine royal s'en trouvèrent augmentés. Grâce à la colonisation et à l'accroissement naturel de la population, la valeur des terres ne cessait de croître et ne dépendit plus du nombre d'habitants, mais de l'étendue et de la fertilité du territoire. Sachant bien ce que signifiait, pour leur puissance financière et militaire, le vaste organisme formé par leurs châteaux-forts et leurs dépendances, ils n'avaient garde de le laisser s'affaiblir. C'est ce qui explique que leur pouvoir ait pu s'étendre jusqu'en pays étranger. SAINT-LADISLAS (László) profita de ses relations familiales et dynastiques pour intervenir dans les querelles des Croates, aussi peu capables que leurs cousins slovènes de s'organiser en un Etat politiquement uni. Ladislas conquiert tout le pays situé autour de l'Unna (Croatie-Bosnie), mais — de même que KÁLMÁN, son successeur — tout en y introduisant le système des comitats hongrois, il laissa leurs domaines aux seigneurs croates. Le commandement des forteresses royales entre la Drave et la Save — territoire dont la partie fertile avait déjà été occupée

par les Hongrois (au temps de la conquête du pays) et appartenait depuis lors à la mère-patrie — fut confié à un officier spécial, le *ban*, qui rendait la justice, veillait sur les revenus royaux et conduisait les gens de guerre. De la même façon, il devint nécessaire de placer un fonctionnaire spécial, le *vajda* (voïvode), à la tête de l'administration de la Transylvanie, située loin du centre du pays et qu'avaient peuplée aux XI^e et XII^e siècles des colons partis de la vallée du Szamos et du Maros. De cette manière, la puissance royale devint plus forte encore, car ni en Transylvanie ni sur le territoire soumis à l'autorité du *ban*, auquel appartenait aussi la Slavonie, la chaîne des forteresses royales et de leurs dépendances n'était rompue par des domaines provenant d'une autre conquête.

L'acquisition de la Croatie fut le seul accroissement territorial durable. Ni en Dalmatie, dont le roi Kálmán contraignit plusieurs villes à lui rendre hommage, ni à Vladimir (Lodomérie) et Halics, sur le territoire de l'ancienne Galicie, la domination hongroise ne réussit à prendre racine.

A la fin du XII^e siècle, au temps de BÉLA III, le pouvoir — fondé par Saint-Etienne — des rois arpádiens était à son apogée. Le budget de l'État reposait toujours sur les domaines royaux, mais à côté de ceux-ci, grâce aux relations commerciales et à l'essor économique résultant de la colonisation, le roi tirait du monopole des mines, des douanes et du droit de bourgade de nouveaux revenus, très considérables, et dont il disposait à sa guise. Le revenu annuel de Béla III s'élevait à 60 millions de couronnes-or. Les souverains et les seigneurs étrangers qui traversaient la Hongrie au temps des croisades ne cachaient pas leur surprise en apprenant que le roi rencontrait chez les plus hauts dignitaires une obéissance absolue et que les revenus des comitats, des douanes et de la frappe des monnaies lui appartenaient sans partage. Béla III fut à même d'entretenir une cour royale permanente à la façon de Byzance, de créer de nouveaux offices de cour et en même temps d'amasser d'immenses trésors en vue d'une croisade, projet dont il laissa l'exécution à son fils André.

BIBLIOGRAPHIE

Gyula PAULER, *A magyar nemzet története az Árpádházi királyok alatt* (Histoire de la nation hongroise sous les rois de la maison d'Árpád, I-II, 2^e édition, Budapest 1899), nous présente l'histoire politique de l'époque árpádienne. Tant sur cette dernière que sur celle des rois de familles diverses, Alphonse HUBER a écrit d'excellents chapitres dans sa *Geschichte Österreichs*, I-V, Gotha 1885-1896. Sur la succession au trône, voir : Vilmos FRAKNÓI, *A királyi trónöröklés rendje az Árpádok korában* (L'ordre de la succession au trône à l'époque des Arpadiens), *Kath. Szemle* (Revue catholique), année 1913, et Sándor DOMANOVSKY, *A trónöröklés kérdéséhez az Árpádok korában* (Sur la question de la succession au trône à l'époque des Árpadiens), Budapesti Szemle, 1913, sur l'influence française, cf. Emma BARTONIEK, *Századok*, 1926. Sur la défense nationale voir : János KARÁCSONYI, *Halavány vonások hazánk Szent István-kori hatáiról* (Esquisse des frontières de notre patrie au temps de Saint Étienne) *Századok* 1901, et l'étude fondamentale de Károly TAGÁNYI, *Gyepű és gyepűelve*. (Les systèmes des marches hongroises). *Magyar Nyelv* 1913. Sur la colonisation de la Haute-Hongrie : Elemér MÁLYUSZ, *Turóc megye kialakulása* (La formation du comitat de Turóc), Budapest 1922 ; le lecteur français trouvera un résumé de cette thèse dans *Revue des Études Hongr. et Fou.* 1924, [t. 2], pp. 18-30, par l'auteur lui-même. Cf. aussi Károly TAGÁNYI, *A soltészszakok történeléről* (De l'histoire des « soltész ») *Akad. Értesítő* 1914. Nos connaissances sur la colonisation allemande ont été réunies par Raymond Frédéric KAINDL dans un ouvrage quelque peu tendancieux : *Geschichte der Deutschen in den Karpathenländern* I-III, Gotha 1907-1911. La *Geschichte der Siebenbürger Sachsen* de G. DANIEL et Friedrich TEUTSCH ont d'un niveau plus élevé (nouvelle édition) I-III, Herrmannstadt-Nagyszeben, 1907-1910. Sur les colonisations franco-wallonnes, voir Mihály AUNER, *Latinus*, *Századok* 1916. Sur les relations franco-hongroises en général : Dezső PAIS, *Les rapports franco-hongrois sous le règne des Árpád*, *Revue des Études Hongroises et Fou.* (Paris, 1923 [t. 1]. Sur l'influence de l'écriture et de la diplomatie françaises : István HAJNAL, *Írástörténet az írásbeliség felululása korából* (Histoire de l'écriture depuis la rénovation de la rédaction des chartes) Budapest, 1921. Sur les *loca credibilia* : Franz ECKHART, *Die glaubwürdigen Orte Ungarns im Mittelalter*, Innsbruck 1914 (Mitteilungen des Instituts f. österr. Geschichtsforschung, vol. IX, suppl.) Sur les finances des Árpáds et les relations économiques extérieures de la Hongrie, voir Bálint HÓMAN, *Magyar Pénztörténet 1000-1325* (Histoire numismatique de la Hongrie de 1000 à 1325), Budapest 1916. — En ce qui concerne l'origine des Iazyges de Hongrie, voir : Zoltán Gombocz, *Ossètes et Iazyges*. *Revue des Études hongroises et finno-ougriennes*, 1925 [t. 3], pp. 5-10. — Sur l'historiographie hongroise du moyen-âge lire : Bálint HÓMAN, *La première période de l'historiographie hongroise*. *Revue des Études hongroises*, 1925 [t. 3], pp. 125-164 : Alex. ECKHARDT, *L'énigme du plus ancien historien hongrois*. *Revue des*

Études hongroises, 1925 [t. 3], pp. 295-298 ; voir encore : Gyula MORAVCSIK, *Les récentes études byzantines en Hongrie*. Revue des Études hongroises, 1923 [t. 1], pp. 61-70.

3. — LE DÉVELOPPEMENT DES ORDRES.

A la mort de BÉLA III (1196) s'opéra aux dépens de la royauté un changement profond et très rapide, — ce fut l'œuvre de quelques dizaines d'années, — dans la répartition des forces politiques. Dès le xii^e siècle, les rois avaient récompensé par des donations de domaines les mérites de leurs sujets. Quand, à la mort de Béla, ses fils se disputèrent le trône, ils aliénèrent une grande partie des domaines de la couronne afin de s'assurer des partisans. Ce système, fort propre à ruiner l'autorité royale, fleurit de plus belle après la mort d'IMRE, fils aîné de BÉLA III, quand ANDRÉ II (1205-1235) fut monté sur le trône : ce furent des comitats entiers que certains arrachèrent alors à la libéralité de ce prince.

L'affaiblissement du pouvoir royal qui suivit le partage des comitats entraîna un changement considérable dans toutes les classes de la société. Chacun s'efforça de se procurer des terres, source unique du droit et du pouvoir ; les tribus se désorganisèrent et les familles se partagèrent les domaines qu'elles avaient jusque-là possédés en commun. A côté de la classe des laïcs et des clercs enrichis par les donations royales, dont allait sortir une aristocratie de grands propriétaires fonciers, — les hommes libres des comitats royaux, les « serviteurs du roi » (*servientes regis*), s'apprêtèrent eux aussi à s'assurer quelque morceau des domaines de ces comitats en dissolution. Quant à la classe inférieure, elle ne fut plus formée par des *serviteurs du roi*, le premier et le plus grand des propriétaires fonciers, mais par les serfs des acquéreurs de terres.

Les souverains n'ayant pas distribué seulement une grande partie de leurs terres, mais aussi des sources de revenus que constituaient les douanes, les mines et le droit de bourgade, dépouillée des moyens d'où elle tirait son pouvoir, l'autorité royale fut ébranlée et les finances périclitèrent. C'est dans ces circonstances que les hommes

libres, pour défendre leurs droits envers les grands propriétaires et fortifier le pouvoir royal, arrachèrent au roi la *Bulle d'Or*, qui fut pendant des siècles la base du système constitutionnel des ordres. Cette charte garantissait aux nobles (*nemes*) — ainsi que les hommes libres ne tardèrent pas à se nommer eux-mêmes — un certain nombre de privilèges : exemption d'impôts, libre disposition de leurs domaines, liberté personnelle, dépendance directe par rapport au roi et à sa juridiction : ainsi la parole royale consacrait le développement des ordres (1222).

BÉLA IV (1235-1270), fils d'ANDRÉ II, essaya bien d'arrêter ce mouvement et dépêcha des commissions par tout le royaume afin de recouvrer les domaines de la couronne et de rétablir ainsi les fondements matériels de la puissance royale, mais une catastrophe, l'invasion des Mongols (1241), déjoua définitivement ses efforts. Avec une force irrésistible, cette dernière vague des grandes migrations balaya d'un bout à l'autre le territoire hongrois, et si l'œuvre civilisatrice des Árpádiens ne fut pas anéantie de fond en comble, elle ne le dut qu'à un simple hasard : la mort subite du grand Khan de Tartarie. Quelques châteaux, quelques villes bien fortifiées avaient seuls résisté à cette destruction formidable, dont il fallut bien tirer les leçons. Nul autre que le seigneur d'un vaste territoire n'ayant de force pour élever et défendre des châteaux de pierre, BÉLA IV se vit contraint de céder de larges domaines et d'encourager leurs nouveaux propriétaires à bâtir des ouvrages de ce genre. Mais les nouvelles forteresses ne servirent pas seulement à la défensive : elles fournirent à leurs maîtres le moyen de braver l'autorité royale et d'étendre leur pouvoir et leurs domaines aux dépens de voisins plus faibles et qui ne disposaient pas d'un château-fort, de sorte qu'elles contribuèrent puissamment au développement de la classe des grands seigneurs-propriétaires. Ces donations entraînant un abaissement du revenu royal, Béla IV s'efforça d'y remédier par sa politique commerciale, mais principalement par la fondation de nouvelles villes, par des colonisations, et par les nouvelles sources d'impôts qu'il devait à cette politique.

Le dernier grand souverain de la maison árpádienne réussit à assurer la défense du royaume, qui retrouva ainsi son ancien prestige. La chose était d'autant plus importante que la Hongrie se voyait, juste à cette époque, en présence d'un nouveau péril : un puissant empire slave menaçait de lui barrer l'Occident. En effet, le roi de Bohême, OTTOKAR II, après avoir conquis les Marches Orientales, héritage de la famille ducale de Babenberg qui venait de s'éteindre, fondait un nouvel et vaste empire qui s'étendait du Brandebourg à l'Adriatique ; mettant à profit, grâce à ses relations de parenté, les dissensions qui avaient éclaté dans la famille royale à la mort de Béla IV, il avait même étendu son pouvoir sur le nord-est de la Hongrie, jusqu'à la rive du Vág. L'empereur RODOLPHE de HABSBOURG, son suzerain, auquel Ottokar refusait l'obéissance, trouva chez les Hongrois des alliés naturels. Sous la conduite de leur jeune roi LÁSZLÓ (Ladislás) IV (1270-1290) ils eurent la part du lion dans la victoire décisive remportée par Rodolphe, victoire qui coûta sa vie au roi Ottokar et jeta les fondements de la puissance des Habsbourg sur les bords du Moyen-Danube (1278). Les Hongrois abandonnèrent au faible Rodolphe tous les fruits de la victoire.

Le fait s'explique par l'état intérieur du pays, qui sous les derniers árpádiens présente une image désolante : les factions s'y livrent des combats acharnés, le droit du plus fort y règne seul. Déjà, pendant la vieillesse de Béla IV s'était formée une oligarchie de grands seigneurs-proprétaires dont le développement fut grandement favorisé par la rivalité entre le roi et le fils, celui-ci, « le jeune roi », ayant autour de lui sa propre cour, et chacun d'eux cherchant à éclipser le pouvoir de l'autre. Mais ce qui mit le comble à ces malheurs, ce fut que László (Ladislás) IV, encore mineur, tomba entièrement, du fait de sa mère, sous l'influence des Comans reçus en Hongrie au temps de l'invasion tartare et dont la vie nomade était pour le pays la source de beaucoup de maux. L'influence personnelle du roi s'en trouva tout à fait effacée ; le pouvoir politique tomba presque complètement aux mains de quelques familles de grands propriétaires qui font songer aux feudataires des pays occi-

dentaux. Ils guerroyaient entre eux et contre le roi et concluaient même des alliances avec des souverains étrangers. Afin de pouvoir sauver tout au moins leur liberté personnelle et ne pas se trouver asservis contre leur gré à quelque grand seigneur, une partie des petits propriétaires libres se virent forcés de s'engager au service des grands propriétaires, si bien qu'il se forma aussi en Hongrie une sorte de féodalité. Dans les anciens comitats royaux, les propriétaires libres ou demi-libres, que le roi ne pouvait plus défendre, s'organisèrent contre les empiétements des puissants et choisirent eux-mêmes leurs juges dans chaque comitat. Ils se rassemblaient tous les ans dans l'une des principales localités, où ensuite le représentant du roi, le *nádor* (palatin) faisait justice des abus de pouvoir. Les derniers arpádiens favorisèrent les tendances autonomes des comitats en étendant à des couches de plus en plus larges, jadis au service du roi dans les comitats, le droit de se joindre aux anciens hommes libres, et en élevant à la noblesse un grand nombre de ses sujets. C'est ainsi que prit naissance au début du xiv^e siècle, à la suite d'une évolution presque centenaire, le *nemesi megye* (comitat nobiliaire) qui n'était plus un instrument militaire ou économique entre les mains du roi, mais un organisme autonome de la noblesse libre. Ainsi unie dans les comitats, la noblesse fit contrepoids à l'oligarchie et empêcha le complet développement du féodalisme en se plaçant sur le même rang que l'aristocratie et en maintenant effectivement cette égalité de droits par l'organisation du comitat nobiliaire. A mesure que s'affaiblissait le pouvoir politique du roi, cet ordre prenait une part de plus en plus grande à l'administration publique et — à la fin du xiii^e siècle, lorsque l'influence de l'aristocratie fut devenue intolérable — dans la législation. C'est ainsi que se développa en Hongrie, pour la défense de l'unité nationale, un organe nouveau, lorsque l'ancien, la royauté, fut devenu incapable de remplir cette tâche.

Malgré tous ses efforts, le dernier Arpád, ANDRÉ III (1290-1301) ne fut plus qu'un fantôme de roi ; les conditions matérielles du pouvoir faisant défaut, il fut en lutte continue non seulement avec l'oligarchie mais aussi avec des

prétendants étrangers. Rien ne montre mieux où en était le prestige du royaume que la conduite de Rodolphe de Habsbourg, ce même prince qui devait aux Hongrois la puissance de sa maison, traitant ce pays comme un « fief de l'empire », il en fit don à son fils, qui éleva effectivement ses prétentions au trône.

Avec ANDRÉ s'éteignit la dynastie nationale, à laquelle la Hongrie devait tant (1301). D'un peuple de pasteurs, de nomades, les Árpádiens firent une nation ; leur forte volonté royale fonda un Etat uni, que leur sage politique acheva d'édifier ; tenant compte des circonstances nouvelles, ils favorisèrent la naissance des ordres qu'ils surent développer pour la défense nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Tout récemment, en Hongrie, on s'est beaucoup occupé des questions sociales et constitutionnelles, de la formation et du développement des comitats. Les plus importants ouvrages de ce genre sont : les articles de Károly TAGÁNYI, qui ont ouvert des voies nouvelles à l'histoire du droit et de la constitution ainsi qu'à l'histoire administrative et économique, par exemple *A honfoglalás és a királyi vármegyék* (La conquête hongroise et les comitats royaux) ; *A nemesi önkormányzatu vármegyék megalakulása* (La formation des comitats nobiliaires autonomes), études publiées dans l'histoire du comitat de Szolnok-Doboka, Deés, 1901, puis *Vármegyéink eredetének kérdése* (La question de l'origine de nos comitats), Tört. Szemle, 1913 ; *A földközösség története Magyarországon* (Histoire de la communauté des terres en Hongrie), Budapest, 1894, Gazd. Tört. Szemle. Sur les grandes transformations sociales, sur la réformation du régime des ordres, M. László ERDÉLYI a écrit toute une série d'articles et d'ouvrages de controverse parmi lesquels ceux qui nous intéressent le plus sont : *Az aranybulla társadalma* (La société au temps de la bulle d'or) dans le *Fejérpataky emlékkönyv* (Mélanges Fejérpataky), Budapest, 1917, et *Árpádkori társadalom-történelmünk legkritikusabb kérdései* (Les questions les plus ardues de l'histoire sociale hongroise à l'époque arpadienne), Történeti Szemle, 1914-1916. Le point de vue de M. László ERDÉLYI a été vivement attaqué par Károly TAGÁNYI qui, dans un article intitulé *Vázlatok a régibb Árpádkor társadalomtörténetéből* (Esquisses sur l'histoire de la société sous les premiers Arpadiens), *Társadalomtudomány*, 1923, récapitule les résultats de ses travaux antérieurs sur ce terrain. Sur la formation de la grande propriété et le développement de la féodalité en Hongrie voir l'ouvrage — qui a donné l'impulsion à beaucoup de recherches — de M. Gyula SZÉKFI : *Serviensek és familiarisok*, Budapest, 1913 (Akad. Érték.). Sur les relations italo-hongroises voir la belle revue de la Société Corvin de Budapest : *Corvina* (à partir de 1921). Mentionnons enfin le magnifique tableau tracé par Árpád KÁROLYI : *Az Árpádok, mint a magyar nemzeti*

Királyság és társadalom szervezői (Les Arpadiens en tant qu'organiseurs de la royauté et de la société nationales hongroises), dans la publication de luxe intitulée *Árpád és az Árpádok* (Árpád et les Árpadiens) parue sous la direction de Dezső Csánki, Budapest, 1909.

IV. — LA HONGRIE AU TEMPS DES ORDRES.

Organiser méthodiquement les forces de la société nouvelle fondée sur le système des ordres et poser sur de nouvelles bases l'édifice de l'Etat hongrois : telle fut l'œuvre des ANJOU. Après un interrègne qui dura quelques années et amena un bouleversement complet, le trône échet à CHARLES-ROBERT (1308-1342), rejeton des Árpadiens par la branche féminine. Elevé au milieu du système féodal si bien développé des pays occidentaux, Charles-Robert comprit l'impossibilité de rétablir le vieil organisme public fondé sur le domaine royal. Sa situation et les résultats de sa politique l'ont fait souvent comparer à Saint-Etienne.

La royauté et avec celle-ci les sources du pouvoir de l'Etat étaient entièrement entre les mains des oligarques, des « petits rois », parmi lesquels Mathieu Csák, Ladislas, *vajda* de Transylvanie, et les AMADÉ de la tribu Ába, étaient les plus puissants et les plus dangereux.

Après quinze ans de luttes rudes et souvent douteuses, Charles-Robert, soutenu par les classes qui dans leur propre intérêt souhaitaient l'accroissement du pouvoir royal, réussit à briser les oligarques. Mais au lieu de réunir à la couronne leurs immenses domaines, il s'en servit pour créer une nouvelle classe de grands propriétaires par les donations qu'il fit partie aux étrangers appartenant à sa suite, partie aux familles hongroises restées fidèles au trône. LES DRUGET, les GILÉTFI, les KANIZSAI, les SZÉCHENYI, les BÁNFFY lui durent ainsi le fondement de leur fortune.

Il impose aux nouveaux grands propriétaires et aux prélats l'obligation d'entretenir une troupe de gens d'armes qu'en temps de guerre ils menaient, sous leur propre bannière, rejoindre l'armée du roi. Il s'y ajoutait, si le pays était attaqué, la noblesse entière, obligée de prendre personnellement les armes sous la conduite des *főispán* (préfets)

et les troupes — Comans, Sicules et Saxons — fournies par les territoires privilégiés. L'ancien organisme formé par les garnisons des châteaux était ainsi remplacé par une armée féodale dépendant de la propriété foncière. Veillant à une répartition équitable des charges publiques, le roi fit reposer tout le budget sur les autres classes sociales, exemptées de toute obligation militaire. Le revenu des domaines royaux ne suffisant plus à couvrir les besoins de l'Etat, il fallut l'édifier sur les revenus découlant des droits régaliens. La population urbaine fut imposée plus lourdement, des droits furent perçus sur le commerce extérieur. La roi mit fin à un abus séculaire dont étaient coutumiers ses prédécesseurs, qui mettaient chaque année en circulation, au grand préjudice de leurs sujets, des monnaies nouvelles, d'un aloi de plus en plus faible ; en revanche, il établit un impôt direct et fit du commerce des métaux précieux un monopole royal. Pour faire rendre davantage à ces nouvelles sources de revenus, il activa l'exploitation des mines et favorisa le commerce extérieur. Toute une série de villes hongroises, comme Sopron, Bártfa, Kassa (Cassovie), Rózsahegy, Dés et Kolozsvár doivent leurs privilèges à Charles Robert. Sous le règne de ce roi, la Haute-Hongrie vit s'animer sa vie urbaine et son commerce extérieur. Guidé encore par des considérations commerciales, et par un accord avec la Bohême — dont la monnaie était alors la plus appréciée — il rétablit le change ruiné par la politique monétaire de ses devanciers et frappa de la monnaie d'or, comme il convenait au souverain de l'Etat le plus riche en or entre tous les pays d'Europe.

Sa politique étrangère fut influencée également par des considérations économiques. Allié à la Bohême et à la Pologne, il secoua la tutelle que Vienne, profitant de sa situation géographique, exerçait sur le commerce avec l'Occident, dont elle était devenue l'unique intermédiaire. Pour compléter l'œuvre de Charles Robert, dont la politique économique avait amené un grand essor du commerce extérieur avec le nord et le nord-ouest, LOUIS LE GRAND (1342-1382), développa les relations commerciales des villes de Transylvanie, des Saxons, vers l'est et le sud-est.

Grâce à la tranquillité intérieure, qui dura pendant plus de deux générations, et aussi à une excellente politique financière, la Hongrie connut sous les Anjou un grand bien-être matériel. La population s'accrut considérablement. Une foule de petits villages purement hongrois parsemèrent le bas pays et les vallées qui y débouchent, même là où l'on ne rencontre plus aujourd'hui qu'une population slovaque, serbe ou roumaine. La paix intérieure était le mérite personnel des souverains, dont l'énergie assurait un parfait équilibre entre les facteurs constitutionnels. Lorsque Louis-le-Grand confirma la *Bulle d'Or*, fondement de la liberté des ordres, il affermit encore la nouvelle situation en restreignant le droit qu'avait la noblesse de disposer librement des domaines provenant d'une donation royale (1351). Si un noble mourait sans laisser de descendant mâle, ses biens passaient à ses parents en ligne masculine, si éloignés qu'ils fussent ; à défaut de tels héritiers ils revenaient à la couronne. Cette institution (*jus aviticum*) était appelée — dans l'intérêt de la défense nationale — à préserver la noblesse de l'appauvrissement total, car de cette façon, les domaines devenaient inaliénables. D'autre part les serfs établis sur les domaines nobiliaires durent livrer à leur seigneur un neuvième de leurs récoltes. Cette obligation générale empêcha les serfs de changer trop souvent de maîtres, ce qui aurait eu toutes sortes d'inconvénients au point de vue économique ; par contre ils obtinrent le droit de transporter leurs foyers où ils voulaient, afin de n'être pas à la merci de leurs maîtres en cas de griefs personnels. Toutes ces mesures étaient moralement justifiées par l'obligation qu'avait la noblesse d'assurer la défense du pays.

L'ordre qui régnait à l'intérieur, une bonne armée, un trésor bien rempli, permirent à Charles et surtout à son fils de poursuivre à l'extérieur une politique de conquêtes. Leurs origines et leurs relations dynastiques les attiraient vers l'Italie, où ils voulaient fonder une seconde dynastie dans le royaume de Naples. Les immenses sacrifices pécuniaires de Charles et les expéditions, fort coûteuses également, de son fils n'amenèrent que des résultats provisoires. Le Saint-Siège et Venise surent empêcher le roi de Hongrie de

menacer leur indépendance politique à la façon des empereurs allemands. Reconnaissant l'inanité de ses efforts, Louis abandonna son projet mais, s'étant allié aux Génois, il humilia l'orgueilleuse république et unit plus étroitement à la couronne hongroise la rive orientale de la mer Adriatique. Les villes dalmates se réjouissaient toujours que le roi de Hongrie fût assez puissant pour les rendre indépendantes de Venise, leur rivale la plus redoutée.

Louis étendit aussi du côté des Balkans les frontières de son royaume. Ce n'était pas seulement pour des raisons politiques, mais aussi pour des raisons religieuses, pour la défense de la foi romaine contre les schismatiques et contre la secte des Bogoumils, qui s'étendait de plus en plus, que le roi de Hongrie entreprit ses expéditions dans les Balkans. Louis le Grand représente, à une époque tardive, le type médiéval du roi chevalier aux profondes convictions religieuses ; comme les croisés du XII^e siècle, il se battit pour la défense de la foi, bien que, loin d'accorder son appui au Saint-Siège, il intriguât contre lui pour des raisons politiques. Dès le XII^e siècle, les rois de Hongrie avaient conquis des territoires le long du Danube et de la Save, mais ces conquêtes n'avaient pas un caractère définitif et n'avaient ajouté de nouveaux pays qu'à la liste des titres du roi. Louis réussit à étendre sa puissance sur tout le nord des Balkans. Les seigneurs de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie reconnurent sa suzeraineté et sur la rive droite de la Save et du Danube se constitua une chaîne ininterrompue de banats, comme une bastille avancée défendant la Hongrie vers le midi. Mais ces territoires ne furent jamais liés au pays par des liens de fidélité bien solides, car leurs habitants croyaient toujours leur foi menacée par l'Église romaine depuis que Louis avait voulu jouer, les armes à la main, le rôle de convertisseur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle plus tard, quand les Turcs attaquèrent ces petits pays, ils ne rencontrèrent pas une résistance particulièrement vive : on les savait plus tolérants que les rois de Hongrie envers les schismes et les hérésies.

Louis joua également le rôle de défenseur de la foi dans les combats qu'il soutint, aux côtés de ses alliés polonais,

contre les Lituaniens payens et contre les Tartares. Ce fut en partie en souvenir de ce zèle qu'à la mort du roi de Pologne, son oncle du côté maternel, il fut reconnu roi par les Polonais. Cette union personnelle, qui se rompit d'elle-même à la mort de Louis, n'eut d'ailleurs qu'une portée passagère et purement dynastique.

La nouvelle société organisée par les Anjou sur le principe des ordres remplit ses obligations envers l'Etat tant que le trône fut occupé par de fortes individualités comme Charles-Robert et Louis, qui réglaient eux-mêmes les affaires publiques. Mais dès que le gouvernement fut tombé en des mains plus faibles, l'équilibre se rompit entre les facteurs du pouvoir et l'influence politique des ordres s'accrut, d'une manière excessive, au détriment de l'Etat. Louis mourut sans laisser de descendance masculine (1382) et sa mort fut le signal d'une lutte qui dura plusieurs dizaines d'années, les provinces méridionales opposant à MARIE (1382-1395), pour laquelle s'était déclarée la plus grande partie du pays, — ou plutôt à son mari SIGISMOND DE LUXEMBOURG (1387-1437) — un prétendant plus conforme aux intérêts de la grande propriété. Les troupes seigneuriales organisées pour la défense du royaume guerroyèrent les unes contre les autres. Le résultat fut la perte des provinces du sud-ouest, la Dalmatie et la Bosnie, et la naissance d'une nouvelle oligarchie que Sigismond contribua grandement à fortifier en engageant et vendant aux grands seigneurs les domaines royaux pour se procurer l'argent dont il avait besoin pour l'exécution de ses vastes projets politiques, pour ses voyages et pour la cour brillante qu'il entretenait. Bien que Sigismond fût aussi empereur allemand et roi de Bohême, ce qui eût pu être pour la Hongrie une source de puissance, les devoirs inhérents à ses dignités ne lui permirent pas de s'occuper comme il convenait des affaires de la Hongrie et furent même l'origine d'un nouveau péril. Quand pour sauver l'unité de la foi l'Eglise eut envoyé au bûcher Jean Huss, le réformateur tchèque, ses partisans commencèrent une petite guerre qui dura plusieurs dizaines d'années et se retranchèrent dans les châteaux de la Haute-Hongrie occidentale où pendant longtemps leur capitaine

régnait en maître et joua dans la politique un rôle qui n'était pas négligeable. Rien ne montre mieux que ce fait où en étaient tombés la puissance royale et le système de défense nationale fondé sur la grande propriété.

Pour rétablir l'équilibre politique, Sigismond tenta de faire participer les villes à la vie des ordres, mais sans grand succès. Les rois ne trouvèrent jamais chez le Tiers-Etat un appui suffisant, la bourgeoisie ne disposant pas, dans les villes hongroises, des ressources matérielles qui eussent donné du poids à son rôle politique. Les villes hongroises ne s'élevèrent jamais au degré de développement économique qu'atteignirent les villes de l'Occident ; tout récemment encore la population en était allemande et, comme telle, ne vivait pas de la vie nationale. La petite noblesse, qui faisait contrepoids aux grands propriétaires, devenait au contraire de plus en plus forte ; elle développait de plus en plus son organisme autonome, le *comitat*, et dans ses assemblées elle commençait déjà de discuter les affaires publiques. Pour bien mesurer l'importance politique qu'avaient su prendre les ordres, il faut considérer qu'aux diètes ils réglaient déjà — de pair avec le roi — les affaires de l'Etat, et qu'ils allégeaient de plus en plus les charges féodales qui pesaient sur leurs épaules. Depuis le temps de Sigismond, le soin de porter les armes retomba sur le quatrième ordre, celui des serfs, qui fut appelé aussi à suppléer par ses impôts à la diminution des revenus régaliens.

Ce qui contribua le plus à augmenter la puissance des ordres, ce fut le droit qu'ils avaient d'élire le roi, droit dont ils se servirent, comme en tout pays, pour acquérir de nouveaux privilèges. Déjà l'Autrichien ALBERT (1437-1439), gendre de Sigismond, se voit forcé, avant son élection, d'accéder aux désirs des ordres dans la question de la défense du royaume. Tant qu'il est à même de défendre le pays par ses propres forces, le roi n'a pas le droit d'appeler aux armes la noblesse et, même s'il faut recourir à cette mesure, les ordres ne sont pas tenus de combattre au delà des frontières du royaume. De cette façon, la défense nationale devenait presque exclusivement la tâche du roi, en un

temps où tarissaient les ressources financières de la Couronne. L'effondrement de l'organisme militaire fondé sur les ordres se produisit dans tous les pays, mais il atteignit la Hongrie au moment même où pour la première fois depuis ses origines elle allait déployer une puissance fondée sur ses institutions militaires et organisée pour la conquête.

Après que Sigismond eut vainement tenté de porter aux Turcs un coup décisif au moyen d'une armée rassemblée dans l'Europe entière, à la façon de celles des Croisés, le soin de préserver de l'anéantissement la civilisation occidentale incombait à la seule Hongrie.

Les dynasties sud-slaves n'avaient pas tardé, les unes après les autres, à plier devant le Croissant. La Bulgarie, la Serbie, la Bosnie et la Valachie avaient été englouties dans l'empire ottoman et ne tentaient même plus de secouer ce joug funeste à la civilisation. Déjà, au temps de Sigismond, le Turc était sous les murs des bastilles avancées du sud et faisait des incursions dans la Hongrie méridionale, en sorte que sur ce territoire occupé par elle au temps de la conquête, la population hongroise commençait déjà de se disperser. Albert était encore plus incapable de remporter un succès de ce côté, et dès la première moitié du xv^e siècle la Hongrie serait devenue la proie des Turcs si elle n'avait trouvé un excellent chef en la personne de JEAN DE HUNYAD, dont le talent de capitaine compensa les lacunes de l'organisation militaire. Ses victoires, qui ont changé le cours de l'histoire du monde, sauvèrent de l'invasion turque, pour 70 ans, ce royaume ravagé par les luttes intestines.

C'est surtout après la mort d'ALBERT (1438) que HUNYADI apparaît au premier plan en défenseur des marches méridionales, où se trouvaient ses immenses domaines familiaux. Pendant que la tranquillité du royaume était troublée de nouveau par les querelles des prétendants : LADISLAS, fils mineur d'Albert, que soutenait l'empereur Frédéric III et le Polonais VLADISLAV, élu roi par les ordres et reconnu par l'immense majorité de la nation (1440-1444), Hunyadi, presque seul avec sa propre bande de gens d'armes et la noblesse de la Hongrie méridionale, directement intéressée

à sa cause, ne défendit pas seulement la frontière mais, passant à l'attaque, s'avança jusqu'aux monts Balkans. Ses victoires, et aussi la grande puissance de sa maison, expliquent pourquoi, après qu'Ulászló (Vladislav) fut tombé à la bataille de Varna (1444), Hunyadi, appuyé sur la noblesse et sur ses propres domaines, exerça effectivement le pouvoir en qualité de régent, en attendant que LÁSZLÓ (Ladislas) V. (1445-1457) encore mineur et d'ailleurs absent du royaume, fût en âge de porter la couronne ; car ce prince, qui jusque-là n'avait été soutenu que par les légitimistes, était maintenant reconnu roi par tous les partis. Les riches familles oligarchiques, les Czillei, les Garai, les Ujlaki ne voyaient en Hunyadi qu'un parvenu, dont elles jalouaient le pouvoir. Abandonné complètement à lui-même, il lui fallut, aidé seulement des troupes de croisés recrutées à la hâte parmi le menu peuple par le saint moine franciscain JEAN CAPISTRANO, repousser la plus grande attaque des Turcs qui, déjà maîtres de Constantinople, s'apprétaient à enlever la plus importante d'entre les places avancées : Nándorfehérvár (Belgrade). La joie que ressentit la chrétienté du triomphe remporté par HUNYADI à cette occasion ne fut troublée que par la nouvelle de la mort de ce grand capitaine (1456).

Le malheureux LADISLAS (László) V ne tarda pas à le suivre dans la tombe et, pour la première fois dans l'histoire hongroise, il ne se trouva personne qui pût invoquer le droit d'hérédité pour élever des prétentions au trône. Lors des élections précédentes, une circonstance décisive avait toujours été, pour le prétendant élu, sa parenté avec ses royaux devanciers soit en ligne féminine soit par son mariage. A l'élection de MATHIAS, fils de Jean Hunyadi, les ordres se trouvèrent dispensés de tout égard à des considérations de ce genre. Ce furent les mérites du père que la noblesse récompensa en portant sur le trône le rejeton de la plus riche famille oligarchique, dans l'espoir qu'il réussirait à rétablir en face des grands seigneurs le prestige de la royauté et à lui assurer à elle-même une influence politique encore plus grande que celle dont elle avait joui jusqu'alors (1458-1490).

La situation de MATHIAS ne différait pas sur bien des points

de celle de Charles-Robert. A son avènement au trône, le pouvoir royal était tombé tout aussi bas, les ressources financières et militaires de la Couronne étaient réduites au minimum. Il dépensa le meilleur de ses forces dans la lutte contre les grands. Mathias clôt en Hongrie la série de ces rois nationaux qui surent assurer à la royauté l'autorité indispensable pour défendre, en présence des ordres, les intérêts de la nation entière. Il brisa la puissance de l'oligarchie qui lui avait opposé des anti-rois en la personne de souverains étrangers, entre autres Frédéric III et, pour affermir son autorité en face des ordres, il se fit rendre par celui-ci, au prix de grands sacrifices, la couronne de Saint-Etienne qui avait passé des mains de Ladislas V en la possession de son oncle, et se fit couronner. Mais sous le règne de Mathias une aristocratie nouvelle, sortie de cette noblesse qui l'avait porté au trône et le soutint jusqu'au bout, prit la place de l'ancienne aristocratie. Par un effet de l'esprit féodal, les rois ne se sentaient complètement sûrs que s'ils pouvaient s'appuyer sur quelques familles puissantes qui étaient leurs obligées et leur restaient fidèles ; il en fut de même de Mathias, bien que ce roi marque, à n'en pas douter, la transition vers le nouveau régime centraliste qui, parti de l'occident, transforma presque partout, au siècle suivant, les Etats constitués en ordres et donna la prépondérance au pouvoir royal. Comprenant qu'avec une armée féodale il ne pourrait réaliser ses vastes desseins politiques, Mathias renonça déjà, dans l'organisation militaire, au système suivi par ses devanciers. Le noyau de ses troupes fut formé par les mercenaires tchéco-moraves passés à son service après la défaite de GUISKRA, capitaine des Hussites de la Haute-Hongrie ; il l'agrandit ensuite dans la Silésie allemande, tombée sous sa domination. Complétées par les forces, constituées principalement par de la cavalerie, que fournirent les serfs hongrois, et qui continuaient la tactique hussite, ainsi que par une flottille danubienne, ces troupes formèrent une armée permanente dont Mathias put disposer à sa guise en ses diverses entreprises militaires.

Ni sa fortune de famille ni les ressources fournies par les revenus régaliens ne suffisaient à couvrir les dépenses cau-

sées par son armée et par une brillante cour à la mode de la Renaissance, c'est pourquoi, s'appuyant pour la forme sur les décisions votées par les ordres à l'occasion des diètes, mais effectivement sur son autorité royale, Mathias établit le budget sur des impôts annuels qu'on fit rentrer strictement et réprima par la force armée toutes les résistances qui se manifestèrent. Son armée lui servit aussi à rétablir la paix intérieure et l'autorité des tribunaux. L'organe de la noblesse, le comitat, continua de se développer sous l'égide royale, et le droit qu'il obtint de s'imposer soi-même devint une nouvelle arme entre ses mains dans sa lutte contre l'aristocratie. En de pareilles conditions, la Hongrie était en voie de devenir un Etat national moderne. On ne saurait mieux comparer sa situation qu'à celle de la France de Louis XI, contemporain de Mathias. De lourds impôts pesaient sur les serfs, mais ils jouissaient de la protection du pouvoir royal et ils gardèrent pendant des siècles la mémoire de Mathias « le juste ». La noblesse est alors une classe en voie de développement et qui soutient la royauté contre les grands propriétaires. Appuyé sur son armée, le roi ne dépend plus de personne, il règle comme il l'entend les affaires de l'Etat. Il ne s'entoure pas de seigneurs d'un rang presque égal au sien, mais d'humanistes, d'écrivains, d'artistes qui le flattent. A cet égard Mathias est bien l'enfant de son temps. En son palais de Bude, dont quelques prélats imitèrent la cour, il rassembla les représentants de second et de troisième ordre de la Renaissance. Comme plusieurs de ses contemporains italiens, il fonda une belle bibliothèque dont les volumes, les *Corvina* — ainsi nommés du corbeau qui figure aux armes de Mathias — furent enluminés par les premiers copistes italiens de l'époque.

Ce qui fut la tragédie de Louis le Grand le fut aussi de Mathias : il n'eut pas d'héritier, il ne put fonder une dynastie qui achevât l'œuvre commencée, la modernisation du système des ordres. Bien que Mathias lui eût assuré les moyens nécessaires, JEAN CORVIN, son fils naturel, n'eut pas l'énergie de s'emparer du trône, selon les vœux de son père et suivant un usage assez fréquent dans les cours de la Renaissance. Les grands dignitaires du royaume, qui

devaient à Mathias leurs richesses et leur pouvoir, et en qui il avait mis toute sa confiance, s'entendirent pour écarter son fils et pour élire un roi incapable de mettre obstacle aux ambitions de l'oligarchie, un roi qu'ils pussent « tenir par le toupet. » C'est ainsi que le roi de Bohême, ULÁSZLÓ (Vladislav), qui passait pour un homme complètement incapable, monta sur le trône de Hongrie (1490), et qu'en peu de temps l'œuvre de Mathias s'écroula tout entière, comme s'était écroulée l'œuvre des Anjou. Dans les conditions de l'élection au trône, l'état de choses antérieur à Mathias fut rétabli par les ordres, qui réussirent même à abaisser le pouvoir royal à un niveau plus bas qu'au temps d'Albert. Le nouveau roi dut promettre tout ce que les ordres, acharnés à détruire l'incommode héritage de Mathias, exigeaient de lui. Il renonça aux grands impôts et donna sa promesse écrite de demander leur consentement aux prélats et aux seigneurs bannerets avant de prendre aucune décision touchant les grands intérêts du royaume. La conséquence fut un état de crise chronique dans les finances du royaume et la désorganisation de l'excellente armée qu'avait laissée Mathias et dont, en bataille rangée, celle des oligarques dispersa les restes. L'ancienne organisation militaire fut rétablie, avec les troupes des bannerets et la levée de la noblesse, bien que celle-ci ne comprît rien à l'art de la guerre.

Sous les incapables Jagellons, la situation du roi et celle du royaume devinrent plus critiques d'année en année. Faute de fortune familiale, ULÁSZLÓ II et son fils Louis II eurent à vaincre d'immenses difficultés pour se procurer les sommes nécessaires à l'entretien de leur cour. Ils furent contraints d'affermir les mines de la Haute-Hongrie, la plus riche source de revenus de leurs devanciers. Tandis que Louis II avait peine à approvisionner sa cour, les fermiers de leurs mines de cuivre, les FUGGEN, devenaient la plus riche famille capitaliste de l'Europe centrale au xvi^e siècle. Mais les oligarques hongrois amassèrent aussi des richesses prodigieuses. Le primat de Hongrie, Thomas BAKÓCZ, le type des prélats peu scrupuleux de l'époque antérieure à la Réforme, ne touchait pas moins de 26 prébendes et quand,

à la mort du pape Jules II, il se rendit au conclave, la pompe inouïe de son escorte plongea dans l'admiration les Romains eux-mêmes.

Se souvenant du temps de Mathias, la noblesse s'allia au plus riche des oligarques, JEAN (János) ZÁPOLYAI, dont le père, Etienne Zápolyai avait dû à ce roi son élévation, et forma sous sa conduite et celle de son conseiller, le juriste Etienne VERBÓCZI un parti national qui s'opposa aux tentatives faites par les Habsbourg en vue d'une convention qui leur assurât le trône. Ce parti considérait Zápolyai comme appelé à régner sur la Hongrie et dès 1505 il demandait à la diète de décider que si Ulászló mourait sans laisser d'héritier mâle aucun prince étranger ne pourrait lui succéder. En face des aristocrates groupés autour de la cour, ce parti croyait qu'avec des résolutions couchées sur le papier il pourrait changer le sort du pays et que la meilleure façon de garantir les droits de celui-ci était de les codifier. C'est dans cet esprit que pour défendre la noblesse contre l'arbitraire du souverain et de l'aristocratie, Etienne VERBÓCZI présenta à la Diète de 1514 son *Tripartitum* (Triple livre) qui pour la première fois réduisait en un système la doctrine de la Sainte Couronne hongroise considérée comme l'expression de l'égalité entre les nobles. La Couronne de Saint-Etienne, symbole de l'Etat, est l'origine de tout droit. C'est par le couronnement que le roi acquiert le droit d'élever à la noblesse et de distribuer des domaines après son élection. Par suite de ce lien entre le roi et la noblesse, les nobles sont membres de la Sainte-Couronne et forment avec le roi le corps de cette couronne, qui exerce à la diète le droit de légiférer. La couronne est aussi le symbole de l'unité de l'Etat, et c'est de là que dérivent ces expressions : « les pays » ou « le territoire de la couronne sainte ». Tous les nobles étant également membres de la Couronne, il n'y a aucune différence entre la noblesse et l'aristocratie, car c'est de la Couronne que découlent directement tous les droits.

Pendant que la noblesse et l'aristocratie se disputaient le pouvoir, la situation de la classe inférieure, c'est-à-dire des serfs, ne faisait qu'empirer. Il leur fallait payer le luxe des grands seigneurs et les frais des longues diètes, qui se répé-

taient incessamment. Outre que les charges se faisaient pour eux de plus en plus lourdes, il n'y avait aucune puissance pour les défendre contre l'arbitraire des propriétaires fonciers. D'ailleurs les mécontents ne manquaient pas, car avec la situation politique les circonstances économiques se gâtaient toujours davantage. L'interdiction de l'exportation du bétail, qui avait pris un grand développement sous le règne de Mathias, fit perdre leur pain à des milliers de toucheurs de bestiaux. Mais quand Thomas Bakócz eut rapporté de Rome, en 1514, au lieu de la tiare, la permission de partir en croisade contre les Turcs, les paysans enrôlés pour cette croisade tournèrent leurs armes, non pas contre les Turcs, mais contre leurs maîtres. La conséquence de l'insurrection de Dózsa, que ZÁPOLYAI, le chef de la noblesse, étouffa dans le sang, fut que cette même diète où VERBÓCZI exposa l'origine des droits des ordres dépouilla de ses derniers droits, même de celui de changer de maître, le « misérable peuple imposable. »

Désorganisée par les plus profondes divisions sociales et politiques, la Hongrie féodale était devenue incapable de tout grand effort militaire ou financier au moment même où se produisait à ses dépens un changement radical dans la situation extérieure et où l'empire ottoman, dont la puissance militaire formait un organisme uni, s'apprêtait à lui porter un coup mortel. Le roi Mathias ne s'était pas servi de son armée permanente, de ses soldats de métier, il n'avait pas utilisé les forces de son pays en pleine prospérité pour continuer la politique de son père et chasser ce dangereux ennemi le plus loin possible des frontières de son royaume, soit qu'il se sentît trop faible pour une telle entreprise et qu'à l'exemple des Italiens de son temps il ménageât le plus possible son armée, qui lui coûtait beaucoup d'argent, soit que son dessein politique fût de réunir sous son sceptre l'Europe centrale afin de pouvoir ensuite se tourner contre les Turcs avec des forces plus nombreuses. Il fit plusieurs fois la guerre à la Bohême et à Frédéric III et voulait à tout prix obtenir la couronne du Saint-Empire, mais pendant ce temps, n'attribuant à la lutte contre les Turcs qu'une importance secondaire, il en abandonnait la conduite à quelque

lieutenant qui, comme Paul KINIZSI lui-même, ne songeait même pas à prendre l'offensive et se bornait à défendre la frontière contre les incursions de l'ennemi. Tandis que Mathias conquérait la Moravie et la Silésie, qu'il garda jusqu'à sa mort, et que, par la prise de Vienne (1485), il ébranlait fortement la situation des Habsbourg, les Hongrois abandonnaient en masse, devant la marche rapide des Turcs, le bas pays et la Transylvanie. Déjà même une troupe ennemie avait ravagé Nagyvárad (Varadin).

Après la mort de MATHIAS (1490), la situation politique extérieure prit une nouvelle tournure. Le royaume passa entièrement, sous les JAGELLONS, dans la sphère d'intérêts des Habsbourg, qui par leurs unions avaient élevé la puissance de leur famille à un degré inconnu jusqu'alors. Pour assurer sa situation, ULÁSZLÓ conclut avec l'empereur Maximilien des contrats de mariage tels que le royaume devait tomber tôt ou tard entre les mains des Habsbourg. Mais quand Louis II eut épousé Marie de Habsbourg, sœur de Ferdinand I^{er}, et celui-ci Anna, fille d'Ulászló, il devint évident que ce serait avant tout à la Hongrie à faire les frais de cette alliance et que la Hongrie deviendrait le champ de bataille où se déciderait le sort de l'Europe à une époque où la défense nationale était tombée chez elle au niveau le plus bas, où les ressources financières du roi, que la prépondérance politique des ordres avait considérablement réduites, ne suffisaient même plus à maintenir en état de défense les forteresses avancées. Le péril momentané eut bien pour effet d'effrayer les ordres, mais il ne réveilla leur conscience que pour peu de temps. Quand, par la perte de Belgrade et de Szabács, l'ancienne ligne de défense située sur la Save et le Danube tomba aux mains des Turcs (1521), l'accord se fit pour un instant entre les partis, qui votèrent des impôts élevés pour l'organisation de troupes de mercenaires. Mais en voyant que, satisfait de ce résultat, le sultan ne poursuivait pas sa conquête, personne ne songea plus à lui reprendre les portes du royaume. Les impôts rapportaient si peu au Trésor que pour faire face aux plus strictes nécessités de la défense le roi dut engager son argenterie. En de pareilles conditions, la catastrophe qui, sur la plaine de Mohács,

atteignit l'Etat hongrois quelques années plus tard, n'a rien qui doive étonner. Pris entre les deux grandes puissances en lutte, l'Empereur et le Grand Seigneur, l'Etat hongrois en dissolution n'avait pu échapper à son sort (1526).

Ce coup terrible ne suffit pas encore à rétablir l'union dans le pays. Le grand parti national, qui pas plus que son chef ne s'était fait voir sur la plaine de Mohács, élu et couronna roi JEAN DE ZÁPOLYA (1526-1540), et le vieux parti de la cour l'archiduc autrichien FERDINAND (1526-1564) qui, en vertu des contrats de famille conclus avec Ulászló, était déjà roi de Bohême. On attendait de lui et de son frère Charles-Quint, maître du puissant empire espagnol, une aide contre les Turcs. La situation extérieure aviva encore la rivalité entre les deux rois. La France et le parti français saluèrent avec joie l'élection de Jean de Zápolya car ils voyaient en lui un nouvel allié dans la lutte contre les Habsbourg. Le sultan prit le roi Jean sous sa protection particulière et fit plusieurs campagnes pour le soutenir. Dès 1529 les Turcs se montrèrent sous les murs de Vienne, mais ils ne purent remporter sur Ferdinand de grands avantages que lorsque Charles-Quint, embarrassé lui-même en des guerres difficiles, ne fut plus en mesure de soutenir son cadet. La médiation de l'empereur amena un accord entre les deux rois qui se reconnurent mutuellement et se partagèrent le territoire du pays jusqu'à la mort de Jean. La paix de Nagyvárad n'apporta pas l'union désirée. Ferdinand ne fut pas capable de défendre le pays contre le sultan, irrité par la conclusion de la paix, en sorte que la partie orientale s'organisa en un nouvel Etat sous la protection des Turcs. Le sultan Soliman entreprit une nouvelle campagne, soi-disant dans l'intérêt du fils du roi Jean, et s'empara de Bude qu'il garda (1541). Une bonne partie du bas pays et de la Transdanubie était tombée sous la domination turque, *l'unité de l'Etat hongrois était détruite pour un siècle et demi*, le territoire était partagé en trois parties.

BIBLIOGRAPHIE

La majorité des études historiques sur le xiv^e et le xv^e siècles se rapporte à l'histoire politique ; c'est à peine si nous possédons quelques

ouvrages sur les problèmes de l'évolution économique et sociale. Outre l'ouvrage de Gyula SZEKFÜ que nous avons cité dans le chapitre précédent il faut citer en premier lieu, sur l'époque des Anjou, celui de Bálint HÓMAN : *A magyar királyság pénzügyei és gazdaságpolitikája Károly Róbert korában* (Les finances et la politique économique de la royauté hongroise au temps de Charles-Robert), Budapest, 1921, dont la première partie contient un tableau d'ensemble du budget royal et des sources de revenus des Árpádiens. Sur le développement ultérieur de l'institution du comitat, voir Gyula GÁBOR : *A megyei intézmény alakulása és működése Nagy Lajos alatt* (La formation et le fonctionnement de l'institution du comitat sous Louis le Grand), Budapest, 1908. Antoine PÓR a consacré un grand nombre d'articles ou d'ouvrages plus ou moins étendus, tels que son *Nagy Lajos* (Louis le Grand), paru dans les *Tört. Életrajzok* (Biographies historiques, Budapest 1892), aux événements politiques et principalement aux personnages qui ont joué un rôle à l'époque des Anjou. Sur nombre de questions intéressantes : les relations commerciales, voir Théodore MAYER, *Der auswärtige Handel des Herzogtums Österreich im Mittelalter*, Innsbruck, 1910. Les données connues jusqu'ici sur les Anjou sont récapitulées dans le court ouvrage de István MISKOLCZY, *Magyarország az Anjouk korában* (La Hongrie au temps des Anjou), Budapest, 1923. En ce qui concerne les provinces hongroises annexes, l'extension de l'Etat hongrois dans les Balkans, nous devons citer les recueils de documents, restés inachevés, de Lajos THALLÓCZY, *Codex dipl. partium regno Hungariae adnexarum*, dont les introductions traitent pour la plupart le côté politique des matériaux remontant au xv^e et au xvi^e siècles. De même THALLÓCZY-HODINKA : *A horvát véghelyek oklevéltára* (Cartulaire des marches croates), I. (1490-1529), Budapest, 1903 ; THALLÓCZY-HORVÁT : *Alsó-szlavóniai okmánytár* (Cartulaire de la Basse-Slavonie), Budapest, 1912 ; puis THALLÓCZY-ÁLDÁSY : *Magyar-szerb történeli összekötetések okmánytára* (Recueil de documents sur les rapports historiques hungaro-serbes), Budapest, 1906 ; THALLÓCZY-HORVÁT : *Jajcza története* (Histoire de Jajcza), Budapest, 1915. Sur les relations hungaro-bosniaques : L. THALLÓCZY, *Bosnyák és szerb élel-és nemzedékrajzi tanulmányok* (Etudes biographiques et généalogiques bosniaques et serbes), Budapest, 1909. Sur les Ruthènes voir Antal HODINKA : *L'habit, l'économie et le passé du peuple ruthène*. Revue des Études hongroises, 1924 [t. II], pp. 244-275.

Sur les guerres des Hussites, voir : Pál TÓTH-SZABÓ, *A cseh-huszita mozgalmak és uralom története Magyarországon* (Histoire des mouvements et de la domination tchéco-hussites en Hongrie), Budapest, 1917 ; sur les campagnes de Hunyadi : David ANGYAL, *A szegedi béke (1444)* (La paix de Szeged), Budapesti Szemle, 1910 ; sur les Hunyadi et principalement sur le roi Mathias : les nombreux ouvrages de Vilmos FRANKÓI, entre autres *Hunyadi Mátyás*, Budapest, 1890, et ses articles dans les revues *Századok* et *Történelmi Szemle* ; sur les rapports entre Mathias et l'empereur Frédéric : Árpád KÁROLYI, *Adalékok Frigyes császár és Mátyás király viszályai történetéhez* (Contributions à l'histoire des différends entre l'empereur Frédéric et le roi Mathias), Budapest, 1892 ; sur l'armée de Mathias : Zoltán TÓTH, *Mátyás király idegen szoldos serege* (L'armée de mercenaires étrangers du roi Mathias), Budapest, 1925. L'ouvrage de Csánki, *Magyarország történeli földrajza a Hunyadiak korában* (Géographie historique de la Hongrie au temps des Hunyadi), t. I, III et V, Budapest, 1890-1913, est indispensable à l'étude du

moyen-âge hongrois en général, mais principalement à celle de l'époque en question. Sur la renaissance hongroise et les événements qui suivirent la mort de Mathias, voir : Albert BERZEVICZY, *Béatrice d'Aragon*, Paris (Champion), I^{er} vol. : 1911, II^e vol. : 1912, 267 et 295 p. ; sur les Corvina le bel ouvrage d'André de HEVESY, *La Bibliothèque du roi Mathias Corvin*, Paris, 1923 (Société française de reproductions de manuscrits à peintures), sur le rôle des Fugger en Hongrie : Richard EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger*, Jena, 1896. (Cf. *Századok*, 1896, p. 834) et M. JANSEN, *Jakob Fugger der Reiche*, Munich, 1910 ; sur les querelles des ordres et les contrats de succession des Habsbours : Dezső SZABÓ, *A magyar országgyűlések története II. Lajos korában* (Histoire des diètes hongroises au temps de Louis II), 1909 (cf. le compte rendu de Gy. SZÉKÉLY, *Századok*, 1911, p. 448) et *Küzdelmek a nemzeti királyságért 1505-1526* (Nos luttes pour la royauté nationale de 1505 à 1526), Budapest, 1917 ; sur le soulèvement des serfs : Sándor MÁRKI, *Dózsa György*, 1913, *Tört. Életrajzok*, et Ignác ACSÁDY, *A magyar jobbágyok története* (Histoire du servage en Hongrie), Budapest, 1906 ; sur l'idée de la Couronne de Hongrie : Ákos TIMON, *Ungarische Verfassungs u. Rechtsgeschichte*, Berlin 1909, mais cet ouvrage ne doit être consulté par les chercheurs qu'avec beaucoup de circonspection, étant donnée la méthode de l'auteur, qui a négligé l'investigation des documents authentiques ainsi que celle des influences étrangères (cf. *Hist. Zeitschrift*, t. CXIII, p. 395) ; sur Verböczy : Joseph ILIÉS, *Bevezetés a magyar jogtörténelbe* (Introduction à l'histoire du droit hongrois), Budapest, 1910, Joseph RUBER, *Verböczy gondolatvilága* (Les idées de Verböczy), *Minerva*, II^e vol. [1923], la plus récente édition du *Tripartitum* de Verböczy dans le *Corpus Juris* publié par KOLOZSVÁRY, ÓVÁRY et MÁRKUS à l'occasion du Millénaire, t. I-XXX, Budapest, 1899-1905. Sur le système judiciaire hongrois du moyen-âge nous avons une œuvre pleinement satisfaisante, celle d'Imre HAJNIK : *A magyar bírósági szervezet és perjog az Árpád és vegyesházi királyok alatt*. (L'organisation judiciaire et la procédure hongroises sous les Árpadiens et les rois de dynasties diverses), Budapest, 1899. — Sur la bataille de Mohács (1526), ses causes et ses conséquences, voir l'ouvrage collectif, publié pour le quatrième centenaire de cet événement : *Mohácsi Emlékkönyv*, Budapest, 1926. — Sur les tâches qui attendent les historiens de la constitution et du droit hongrois, voir Harald STEINACKER : *Ueber Stand und Aufgaben der ungarischen Verfassungsgeschichte* (De l'état et des tâches de l'histoire constitutionnelle hongroise) dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, p. 28 ; outre une appréciation sur les travaux hongrois, l'auteur donne une courte esquisse du développement de la constitution. Pour les relations italo-hongroises, voir quelques études (par FRANKÓI, KASTNER, GEREVICH, FERENCZI, HUSZTI, FEST, etc.) dans la revue, déjà citée *Corvina* (Budapest, à partir de 1921) et nous rappelons les *Ungarische Jahrbücher* (Berlin, à partir de 1921) surtout pour les relations germano-hongroises.

V. — LES LUTTES POUR L'UNITÉ NATIONALE ET POUR L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT.

Après la chute de Bude, la Hongrie fut pendant de longues générations le théâtre de combats presque ininterrompus. Pour la première fois depuis son arrivée dans ce pays, le

peuple hongrois ne formait pas un Etat uni, et son existence nationale était sérieusement menacée. Il fallut un siècle et demi, une mer de sang et de larmes, pour rétablir cette unité dont l'idée ne cessa de hanter, comme le but final de tout effort et de toute résolution, l'esprit des grands Hongrois qui vécurent à cette époque. Ce qu'il y avait de plus tragique dans cette lutte, c'est que la maison des Habsbourg, qui devait la diriger, demeurait étrangère à la nation en raison du démembrement du pays et de la faible part qu'elle en avait gardée. La nation ne pouvait oublier son ancienne grandeur et son indépendance, et quant à la dynastie, elle n'entraît en possession que d'un territoire exigu et insignifiant et, quand elle eut chassé les Turcs, d'un territoire ravagé et complètement épuisé, dont les ressources étaient beaucoup plus faibles que celles des autres pays, ces circonstances ne pouvaient manquer d'exercer une influence fâcheuse sur les rapports des ordres hongrois avec la maison régnante.

Le premier champion de l'unité nationale fut le moine Georges MARTINUZZI, le bras droit du roi Jean, qui après la chute de Bude conclut avec Ferdinand un traité en vue de la réunion sous le sceptre des Habsbourg des territoires non occupés par les Turcs. Mais il se rendit compte que Ferdinand n'était pas assez fort pour défendre le pays et que l'union dont il rêvait ne ferait que précipiter l'extension de la conquête turque ; il érigea en Etat séparé la partie orientale du royaume et de la Transylvanie, où les bases de l'autonomie existaient déjà au temps de la royauté nationale. Martinuzzi eut le mérite de fonder pour les Hongrois un petit Etat viable qui continua les traditions de l'ancienne politique hongroise. Il est vrai que ce nouvel Etat était le vassal de la Turquie, mais s'il payait un tribut annuel, il pouvait, sous la protection de la Porte, garder sa liberté d'action jusque dans la politique extérieure. Les trois *nations* qui le composaient — hongroise, sicule¹, et saxonne, —

1. Bien que, à l'époque historique, les Székely (Sicules) n'aient jamais parlé une autre langue que les Hongrois, ils figurent dans la constitution hongroise comme une nation indépendante en vertu de leurs institutions qui se sont développées séparément du reste de la nation.

élisaient librement le prince, qui prêtait au sultan serment de fidélité mais n'en restait pas moins en rapports constants avec la mère patrie et avec les Habsbourg, et descendant lui-même de quelque grande famille hongroise, se considérant comme le sujet du roi de Hongrie.

La partie centrale du royaume, la plus fertile, et qui jadis en était relativement la plus importante au point de vue économique, était directement sous la domination turque. Dans le bas pays et la Transdanubie, des régions de plus en plus vastes étaient inondées sous le flot des envahisseurs. Au temps de sa plus grande extension, c'est-à-dire immédiatement avant la libération du territoire hongrois, la conquête turque s'étendait déjà du côté de l'ouest jusqu'à une faible distance des frontières du pays, au nord jusqu'aux confins de la région montagneuse et vers l'est au delà des frontières de la Hongrie de Trianon. Telles étaient d'ailleurs à peu de choses près, les limites du territoire occupé par les Turcs dès le temps de Soliman, le dernier des grands sultans conquérants, qui, au moindre succès politique des Habsbourg, répondait en étendant un peu plus loin sa conquête et que la mort surprit, au cours d'une expédition motivée par une raison de ce genre, sous les murs de Szigetvár, héroïquement défendus par Miklós ZRINYI.

La partie de l'empire turc située en territoire hongrois était soumise au même régime que les autres et gouvernée d'abord par deux et plus tard par quatre pachas. A leur tête était placé le lieutenant du sultan, le pacha de Bude, qui tenait sa cour dans l'ancien château royal, comme un véritable souverain. Son rôle consistait à diriger les affaires militaires et à contrôler l'envoi du tribut annuel, l'« honorable présent » que depuis Ferdinand I^{er} le roi de Hongrie payait à la Porte pour le territoire en sa possession. En prince souverain, le pacha de Bude correspondait avec le « roi de Vienne » et avec le Conseil de guerre. Il fallait acheter sa faveur par de riches présents. L'administration placée sous ses ordres se bornait à faire rentrer les impôts, qui étaient écrasants. Les pachas et les beys pressuraient le peuple, car le sultan ne les payait pas et même, avant leur entrée en fonctions, il leur fallait acheter leur office en ver-

sant une certaine somme à la Sublime Porte. Les spahis, ou seigneurs d'un domaine qui constituait la récompense de leur conduite à la guerre, mais qu'ils ne possédaient qu'en viager, n'agissaient pas autrement. Un résultat de cette oppression fut le dépeuplement de vastes régions, en particulier le long des frontières du territoire conquis, où les garnisons, tant hongroises que turques, des forteresses avancées dévastaient et ravageaient réciproquement la contrée qui servait à l'approvisionnement de l'adversaire. Seules les communes appartenant au Trésor étaient dans une situation privilégiée, car, tant qu'elles payaient régulièrement leurs impôts, la Porte les protégeait, aussi les habitants se réfugiaient-ils en grand nombre sur les terres du sultan. Ces communes avaient le droit d'incorporer dans leur sein les domaines inhabités qui se trouvaient en bordure de leur territoire. Ce fut l'origine du peuplement si caractéristique du bas pays hongrois, avec ses villes-villages à l'enceinte démesurée, comme Kőrös, Kecskemét, Halas, Cegléd, Hódmezővásárhely, Mezőtúr, Jászberény, etc., en dehors desquels les hameaux d'origine plus récente composent seuls la population d'immenses territoires. Comme la main d'œuvre manquait pour la culture de ces larges espaces et qu'en temps de guerre les récoltes tombaient facilement en proie à la destruction, l'élevage du bétail prit dans la production agricole une place de plus en plus grande. Les Turcs ne tentèrent jamais de coloniser la Hongrie. Les spahis, qui pour la plupart sortaient des rangs des peuples balkaniques (Serbes ou Grecs), convertis à l'islamisme, vivaient dans les châteaux-forts. Indépendamment de la médiocre puissance d'assimilation des Turcs, la différence de religion et de civilisation expliquent que la foi mahométane n'ait pu trouver d'adeptes en Hongrie.

Il subsista toujours une certaine liaison entre la Hongrie du roi et le territoire occupé. Il n'était pas rare qu'un village soumis à la domination turque payât aussi des impôts au roi ou que, pour obtenir justice, ses habitants eussent recours aux autorités du comitat réfugiées sur le territoire royal.

La Hongrie du roi se composait d'une étroite bande de

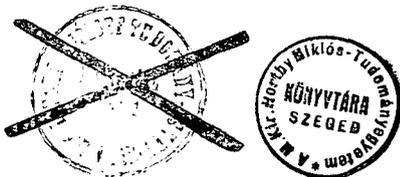
terre sur les frontières de l'ouest et du nord-ouest, soit environ, au total, 20 comitats de faible étendue. Quand, après la bataille de Mohács (1526), au commencement de son règne, Ferdinand fut le maître d'une grande partie de la Hongrie, il s'entoura de conseillers hongrois et résida dans son nouveau royaume, comme Albert et Ladislas V, ses prédécesseurs, qui avaient porté aussi la couronne de Saint-Etienne. Mais quand la Hongrie eut perdu la plus grande partie de son territoire et ne fut plus, en raison de la situation géographique du reste, qu'une mince bande de pays défendant les provinces héréditaires, dès maintenant plus riches qu'elle, elle tomba sous la dépendance de celles-ci, ou plutôt des bureaux de la cour, qui se trouvaient à Vienne. A cette époque, l'Administration n'avait aucun égard pour les intérêts particuliers de telle ou telle nation, surtout dans les questions financières. Le souverain puisait aux sources les plus diverses, en quelque lieu qu'il les trouvât, l'argent qu'il lui fallait pour faire la guerre ou pour administrer le pays. La Hongrie étant trop faible pour se défendre elle-même, on prenait sur le revenu des autres pays pour combler le déficit, et cela d'autant plus volontiers que la perte de ce qui restait de la Hongrie aurait mis directement en danger les provinces héréditaires. Les sources d'où le roi de Hongrie tirait le plus clair de ses recettes étaient les revenus des mines de la Haute-Hongrie et l'impôt du trentième, qui rapportait de plus en plus, sur l'exportation du bétail. L'administration de ces revenus était du ressort de la Chambre de la Basse-Autriche. L'autorité financière de la Hongrie, la Chambre de Presbourg, comme d'ailleurs la Chancellerie hongroise elle-même, était soumise aux bureaux de la Cour de Vienne, qui, dans toutes les provinces, disposaient des instruments du pouvoir. Bien entendu, le conseil secret (*Geheimer Rat*), qui siégeait dans la résidence du souverain, intervenait aussi dans les questions de politique extérieure, et dans les questions militaires, le conseil de guerre (*Hofkriegsrat*), qui par ces temps de guerres perpétuelles exerçait la plus grande influence dans les affaires de la Hongrie. D'ailleurs l'ancien régime des ordres subsistait. La Diète était fréquemment convoquée

pour voter des impôts. Il est vrai qu'il n'y apparaissait que les ordres de la Hongrie de l'ouest et du nord-ouest, mais en y votant des lois conformément à l'ancienne constitution ils assuraient, au moins juridiquement, la continuité de la vie constitutionnelle. Par ces temps de guerres hasardeuses, la noblesse des comitats ne se présentait pas personnellement aux Diètes, qui se réunissaient fréquemment, mais elle y envoyait des représentants dont la plupart du temps les instructions ne contenaient autre chose que des plaintes sur les difficultés dont les mesures prises par les autorités étrangères étaient l'origine. L'autre organe des ordres, le comitat, subsistait aussi, il acheva même de se développer : depuis le xvi^e siècle ce sont les ordres qui élisent l'*alispán*, (vice-comes) qui devient ainsi le représentant de l'autonomie du comitat et peut même s'opposer à l'exécution des ordonnances royales si elles sont contraires aux lois. La vie du comitat devint à cette époque le foyer principal de l'activité politique des ordres.

Le royaume présentait du côté des Turcs une longue ligne de frontières que défendaient une série de forteresses dont les subsides financiers fournis par les provinces héréditaires et par le Saint-Empire contribuaient dans une grande mesure à payer l'armement et à entretenir les garnisons, formées de mercenaires étrangers et hongrois. Ces derniers se recrutaient parmi les nobles que l'invasion turque avait chassés de leurs domaines et parmi toutes sortes de gens sans feu ni lieu. Les garnisons hongroises et croates, conduites par de vaillants capitaines et conscientes de l'importance de leur mission, donnèrent maint exemple de vertus militaires. La défense de Kószeg par JURISICH, de Drégely par SZONDY, de Temesvár par LOSONCZY et d'Eger par DOBÓ restera à jamais comme le témoignage impérissable de la valeur hongroise. Sur les confins du royaume la lutte ne s'arrêta jamais, quand bien même une paix était conclue sur le papier, comme celle de 1568 fondée sur la reconnaissance réciproque du *statu quo* territorial. Les garnisons des forteresses avancées faisaient continuellement des sorties en territoire ennemi, surprenaient les villes, s'emparaient sur le marché du butin et ramenaient des prisonniers dont ils pouvaient

attendre une bonne rançon. Les audacieux coups de main des hussards et des héïducs hongrois ne laissaient jamais de repos aux conquérants turcs. Les autorités de Vienne luttant sans cesse avec des difficultés financières, les garnisons ne touchaient pas leur solde, surtout quand la paix régnait officiellement, aussi étaient-elles réduites au brigandage ; le territoire royal lui-même était ravagé continuellement par les mercenaires étrangers. A la défense contre les Turcs prenait part aussi la noblesse, qui, accourue des comitats environnants, se portait, sous la conduite des *alispán*, à la défense du territoire menacé et qui équipait même à ses frais un certain nombre de soldats. Mais quels que fussent la valeur et l'esprit de ces troupes endurcies par des guerres incessantes, en présence d'une offensive de grandes proportions toutes les forces que la nation hongroise pouvait rassembler sur son territoire mutilé étaient insuffisantes pour la défense, mais elles suffisaient encore moins s'il s'agissait d'exécuter des opérations de grande envergure. En pareil cas l'armée royale se composait pour une bonne part des troupes de mercenaires des provinces héréditaires et du Saint-Empire, à côté desquelles les soldats hongrois ne figuraient souvent qu'à titre de troupes auxiliaires.

A la fin du xvi^e siècle, la situation militaire devint beaucoup plus défavorable pour les Turcs. Tandis qu'en Hongrie il eût été facile d'organiser une armée de guerriers éprouvés et que la Transylvanie pouvait mettre en ligne des troupes bien équipées, les Turcs avaient perdu la fleur de leurs soldats dans les longues et sanglantes guerres qu'ils avaient soutenues en Perse. Après la mort de Soliman, par suite de la vénalité du gouvernement central et de l'administration publique tout entière, ainsi que de la décadence qui commençait à se produire dans son armée, l'Empire ottoman perdit sa puissance conquérante et sa faiblesse intérieure apparut de plus en plus. L'heure de la délivrance semblait être venue pour la Hongrie. Mais au cours de la longue lutte (1593-1608) qui après quelques batailles rangées se changea de nouveau en une guerre de forteresses, aucune des parties ne put atteindre un résultat décisif. Sous son prince SIGISMOND (Zsigmond) BATHORY (1588-1600), la Transylvanie s'était bien



rangée du côté du roi, mais celui-ci fut incapable de déployer assez de force pour réunir à la Hongrie les provinces orientales. Ses mercenaires étrangers et son allié, le voévode valaque MICHEL, ravagèrent la Hongrie tout aussi bien que l'auraient fait les Turcs. Quand le pays eut été livré par Báthory aux troupes de l'Empereur, les ordres se virent menacés dans leur bien-être matériel et dans leurs droits, entre autres dans le libre exercice de leur culte, si bien que la Transylvanie prit les armes pour sauver son indépendance.

*
* *

En Hongrie la réformation se répandit rapidement. Avant la bataille de Mohács, les doctrines de LUTHER avaient déjà trouvé en Hongrie un grand nombre d'adeptes et la foi nouvelle avait rencontré surtout l'appui tacite de la reine Marie et de sa cour allemande. Les « Saxons » de Transylvanie et les habitants allemands des villes minières de la Haute-Hongrie avaient été les premiers adeptes du protestantisme. Après le désastre de Mohács, la réformation fit de grands progrès. L'Église catholique resta sans chefs, car beaucoup de prélats étaient tombés sur le champ de bataille et, de crainte de perdre des partisans, les deux rois se montraient tolérants envers la nouvelle religion. De leur côté, les Turcs favorisaient la Réforme, croyant affaiblir par là la puissance des Habsbourg. L'Église de CALVIN, dont l'organisation correspondait mieux aux conditions locales que celle de l'Église luthérienne, se répandit sur le territoire occupé. Dans la seconde moitié du xvi^e siècle, le protestantisme devint prépondérant en Hongrie et *la petite Transylvanie fut le premier pays qui reconnut la liberté de conscience* (1560). Mais les protestants purent aussi s'organiser librement en Hongrie jusqu'à ce que, sous le règne de Rodolphe, qui avait été élevé en Espagne, la Cour soutint de tout son pouvoir l'anti-réforme. Pour propager le catholicisme, elle disposait d'un instrument tout prêt : les mercenaires étrangers. On priva les protestants de l'usage de leurs temples, on commença de confisquer les biens des seigneurs protestants, et

comme la Diète, en majorité protestante, exigeait qu'on mit fin à ces abus, Rodolphe interdit aux ordres de discuter les affaires religieuses et remit en vigueur toutes les vieilles lois contre les « hérétiques », lois qui n'avaient jamais été appliquées (1604).

Le mécontentement éclata ouvertement sous la forme d'une insurrection, lorsqu'un seigneur protestant du comitat de Bihar, ÉTIENNE (István) BOCSKAY, persécuté par un capitaine de mercenaires impériaux, réussit à gagner à sa cause les Heïducs, ces bandes composées de paysans et de gentilshommes sans feu ni lieu qui jusqu'alors étaient à la solde du roi. Le mécontentement, général en Transylvanie et chez les ordres protestants hongrois, assura le succès de la révolte. La Haute-Hongrie se rallia à Bocskay, la Transylvanie l'élut prince (1605) et le sultan, voyant en lui l'ennemi de l'empereur, lui envoya une couronne. Mais Bocskay ne se fit pas couronner roi de Hongrie. Il ne se proposait que d'assurer la liberté religieuse et l'indépendance des ordres. A son avis, qui fut aussi celui des princes de Transylvanie qui lui succédèrent, la Hongrie avait besoin d'une forte dynastie, mais il fallait que la Transylvanie, ce petit État national, gardât son indépendance tant que les Turcs occupaient la partie centrale du pays : si elle n'était pas assez forte pour rétablir l'unité du royaume, du moins elle défendrait les privilèges des ordres et l'indépendance nationale contre les tentatives de la dynastie étrangère et du catholicisme.

Bocskay inaugura la série des campagnes que les princes de Transylvanie entreprirent après lui, mais aux côtés de leurs alliés dans la politique extérieure, pour défendre la liberté religieuse hongroise et les droits constitutionnels des ordres. N'eût été l'État transylvain, de territoire peu étendu, mais fort bien organisé, le droit public hongrois aurait bien pu connaître le même sort que celui de la Bohême. Mais au temps de la bataille de la Montagne-Blanche (1620) les drapeaux de GÁBOR BETHLEN flottaient sur les confins occidentaux de la Haute-Hongrie. Le protestantisme hongrois avait d'autant plus besoin de l'appui des armes que par suite des succès de l'antiréforme sa position s'était considérablement affaiblie. Là où avait échoué

la soldatesque, l'ordre des Jésuites et l'éloquent évêque Péter PÁZMÁNY avaient réussi. Par suite des conversions qui avaient eu lieu dans le sein des familles aristocratiques, la majorité des ordres était déjà catholique à la Diète de 1618, qui pour la première fois depuis de longues années élut de nouveau un catholique à la dignité de palatin. Mais quand le dévot Ferdinand II (1619-37), qui extirpa le protestantisme des provinces héréditaires, fut monté sur le trône, le catholicisme l'emporta aussi dans la Hongrie royale et c'est alors que commença entre la partie occidentale des pays hongrois, catholique et fidèle à la dynastie, et la partie orientale, protestante et visant à l'indépendance, cette opposition qui pendant un siècle entier influença le cours des événements historiques. Une conséquence de cette division morale fut que la lutte contre les Turcs se trouva reportée à l'arrière-plan pour plus de deux générations, mais les droits des ordres et ce dont, en présence d'une dynastie et d'un gouvernement étrangers, ils étaient l'équivalent, l'indépendance nationale, demeurèrent.

La finale des combats livrés par les défenseurs du protestantisme, les princes de Transylvanie, était toujours la même : une paix qui sans grand dommage ni sans grande perte pour la fortune nationale garantissait les droits des ordres et la liberté religieuse. Avec la paix de Vienne conclue par Bocskay (1606), qui fut inscrite au registre des lois, commence pour la législation hongroise ce travail négatif par lequel elle s'efforçait de tenir éloignées de la constitution les institutions étrangères qui devaient à la décision arbitraire du roi une influence toujours croissante. Les princes Gábor BETHLEN (1613-1629) et Georges RÁKÓCZI I^{er} (1630-1648), qui furent pendant la guerre de trente ans de sérieux facteurs du parti antihabsbourgeois et les alliés des maisons de Suède et de Brandebourg, arrivèrent au même résultat, grâce au succès de leurs armes, mais plutôt encore à l'habileté avec laquelle ils exploitèrent la situation politique. Mais les princes de Transylvanie ne perdaient pas non plus des yeux leurs intérêts dynastiques : Gábor BETHLEN par la paix de Nikolsbourg (1621) et Georges RÁKÓCZI I^{er} par celle de Linz (1645), acquirent les comitats du nord-est, les régions de

Kassa (Cassovie) et de Tokaj, et fortifièrent ainsi, en même temps que le pouvoir de leur maison, la puissance politique de leur pays.

Avec l'essor de la puissance politique et la prospérité matérielle, ce petit État connut aussi, dans la première moitié du XVII^e siècle, une vive floraison de la vie intellectuelle, favorisée par des relations animées avec la Hollande et l'Allemagne, où les protestants hongrois et saxons de Transylvanie achevaient leurs études théologiques. Sous Bethlen et sous les Rákóczi, la civilisation transylvaine, avec ses hautes écoles, sa vie de cour, ses controverses théologiques, peut être comparée dignement à la civilisation des petits États protestants, Hollande, Écosse ou Brandebourg, et les grands changements politiques qui ne tardèrent pas à se produire ne purent empêcher l'influence fécondante que la culture protestante exerça dans ce pays.

La guerre de Trente-Ans eut aussi pour la Hongrie des conséquences graves qui s'expliquent par le changement dans la situation de la dynastie dans les provinces unies, la disparition du royaume de Bohême et la pleine victoire de l'Antiréforme. Si les ordres subsistèrent, pour la forme, dans les provinces autrichiennes, en présence d'un régime qui professait les principes absolutistes de Louis XIV, ils n'étaient plus capables d'une résistance particulièrement vive. En Autriche commença dans la vie constitutionnelle un mouvement de régression qui n'était pas fait pour déplaire aux ministres de LÉOPOLD I^{er} (1658-1705) et de ses successeurs. D'ailleurs, dans les provinces autrichiennes, les ordres n'eurent jamais lieu de prendre parti, les armes à la main, contre la dynastie, car leur bien-être matériel et l'importance politique de leurs petits États ne faisaient que croître à mesure que grandissait le pouvoir dynastique et, loin d'être menacée par les progrès de la puissance des Habsbourg, leur nationalité leur devait l'occasion de nouvelles conquêtes. Qu'il nous suffise de rappeler à quel point la germanisation réussit dans les provinces bohémiennes.

Tout autre était la situation en Hongrie, où les efforts des Habsbourg tendaient tout naturellement à s'assurer une position forte et, la résistance des ordres une fois brisée, de

gouverner suivant leur bon plaisir. Le changement qui vers le milieu du xvii^e siècle se produisit dans la répartition des forces semblait promettre aux ministres de Vienne le plein succès de leurs visées absolutistes. Après avoir été, pendant un demi-siècle, le gardien du droit public hongrois, la Transylvanie ne comptait plus comme facteur politique. Égaré par les succès de ses prédécesseurs et oubliant que son État ne pouvait se permettre une politique extérieure indépendante que dans la mesure où celle-ci répondait aux desseins et aux vues de la Sublime Porte, Georges II RÁKÓCZI (1642-1660) s'allia aux Suédois, inaugura une politique dynastique ambitieuse et contraire aux intérêts turcs et entreprit une campagne pour conquérir la couronne polonaise. Il fournissait ainsi aux Turcs une bonne occasion de rogner le territoire de ce pays feudataire qui commençait à devenir gênant (1660). Rákóczi paya de son trône et de sa vie cette malencontreuse entreprise et la Transylvanie, ravagée pour la première fois par des hordes tartares, paya de sa prospérité et de la perte des territoires de la Hongrie orientale, d'où l'État transylvain tirait le plus clair de ses revenus. Alors commence dans l'histoire de l'occupation turque en Transylvanie, et pour la durée d'une génération entière, une période destructrice de toute civilisation : lâchés sur un territoire que les Hongrois cultivaient depuis des siècles, les Tartares changent en désert une région de villages et de hameaux florissants. Les derniers princes ne sont plus que des pantins du sultan, et pendant le dernier quart de siècle de son existence l'État transylvain ne jouit plus que d'une indépendance illusoire.

Le sort de la Transylvanie rappela de nouveau à la nation le péril qui la menaçait et qu'au temps des guerres de religion la population catholique de la Hongrie occidentale avait été seule à ne pas perdre des yeux. Le comte Miklós ZRINYI, l'arrière-petit-fils du héros de Szigetvár, combattit par la plume et par l'épée pour rétablir l'unité hongroise dont il se fit le champion. Dans son épopée nationale, (1651) la lutte contre le Turc devient le but sacré qu'il propose à son peuple, et dans nombre d'écrits il adjure ses compatriotes d'organiser une armée nationale, au lieu

d'attendre de l'étranger la libération de leur pays. Mais ses avertissements furent vains. D'ailleurs l'organisation d'une armée nationale ne répondait pas aux vues de la dynastie. Tout au contraire, il arriva juste à cette époque que les garnisons hongroises des frontières, dont on se jouait et que l'on ne payait pas, se débandèrent peu à peu et furent remplacées partout par des mercenaires étrangers. Depuis longtemps déjà les Ordres n'étaient plus capables de remplir leurs obligations militaires, dont s'acquittait d'ailleurs l'armée permanente. Si bien qu'en fin de compte il n'existait plus, à proprement parler, d'armée hongroise organisée pour la guerre.

Du point de vue de la politique de Vienne, la lutte contre les Turcs importait peu; c'était vers l'ouest que les Habsbourg ne cessaient de diriger leur attention et c'est là qu'ils cherchaient les fondements de leur puissance. Ils ne voulaient consentir à aucun sacrifice un peu considérable pour la libération de la Hongrie, qu'ils ne tenaient d'ailleurs pas pour une tâche facile. L'objet de leurs ambitions n'avait donc rien de commun avec l'objet des aspirations hongroises. L'antagonisme moral entre la nation et la famille régnante s'accrut encore quand, après que l'empereur eut, au cours d'une guerre qu'il n'avait pas voulue, infligée aux Turcs la première défaite en bataille rangée qu'ils eussent essuyée depuis longtemps (1664), la Cour conclut avec eux, afin d'avoir les mains libres, une paix absurde où les intérêts de la nation étaient foulés aux pieds. Par la cession de forteresses, de nouveaux lambeaux furent ainsi arrachés du corps de la Hongrie et l'occupation étrangère atteignit son plus grand développement à l'heure où, à n'en pas douter, craquait déjà la force militaire de l'empire des Turcs. On eût dit que Léopold cherchait un accord avec l'ennemi séculaire des Hongrois afin de pouvoir anéantir plus aisément l'existence nationale de leur pays, plus affaibli que jamais. Abandonner les grandes tâches nationales, mettre en péril, avec la constitution fondée sur les ordres, la nationalité hongroise elle-même, tel était le but avoué des conseillers de Léopold; mais cette politique aliéna aussi à la cour les magnats catholiques de Hongrie et les premiers

seigneurs du royaume, les plus riches propriétaires fonciers — tous, sans exception, catholiques — se liguèrent en vue d'un soulèvement armé contre le régime de Léopold. Mais derrière la ligue de WESSELÉNYI la vieille Transylvanie n'était plus là avec son armée, et c'est ainsi qu'au lieu de véritables combats il n'en sortit qu'une conspiration. En outre il manquait une tête au complot et pendant que les conspirateurs se cherchaient des relations en pays étranger, le mouvement fut découvert et les meneurs livrés au bourreau (1671).

Cette fronde offrait aux ministres de Léopold I^{er} une occasion favorable à la réalisation de leurs desseins, qui visaient à détruire la constitution hongroise et le système des Ordres. Ils confisquèrent les biens des conspirateurs, qui représentaient une fraction considérable du territoire de la Hongrie royale et mirent un gouverneur à la tête du gouvernement, à la façon des provinces héréditaires. Fidèles à leurs instructions, les généraux étrangers ne connaissaient aucun ménagement et les sentences de leurs « tribunaux sanglants » anéantirent la prospérité matérielle de la Haute-Hongrie. Étant, du point de vue dynastique, l'élément le moins sûr, ce furent les protestants qui eurent le plus à souffrir des mesures de « pacification » ; beaucoup d'entre eux ne durent leur salut qu'à leur conversion, nombre de leurs prêtres furent envoyés aux galères. Mais cet absolutisme non déguisé et qui menaçait la nationalité hongroise rencontra de nouveau une résistance armée. Elle suscita les luttes des *kuruc* (nationalistes hongrois) et des *labanc* (partisans de l'empereur) qui durèrent pendant plus d'une génération et qui différaient grandement des insurrections organisées naguère sous les drapeaux des princes de Transylvanie.

Ce n'était pas la liberté religieuse, qui était la principale raison des combats livrés par Imre THÖKÖLY (né 1657, m. 1705) et par François II RÁKÓCZI (né 1676, m. 1735), mais la défense de la nationalité hongroise, et leur mobile sentimental était la haine croissante de l'Allemand, excitée par le gouvernement de Vienne avec sa politique de germanisation et par les Hongrois *labanc* qui le soutenaient, et dont on retrouve l'écho dans la poésie du temps.

Tandis que la résistance aux menées qui menaçaient l'existence nationale de la Hongrie pouvait s'appuyer autrefois sur les forces matérielles d'un Etat organisé dont ses alliances étrangères fortifiaient encore la position dans la politique internationale, les troupes des insurgés comprenaient les éléments les plus disparates : soldats sans pain, gentils-hommes réfugiés, chassés de leur terres, soldats de fortune et propriétaires fonciers exaspérés par la politique de la Cour. Ainsi composée, cette armée n'était propre qu'à la petite guerre et si elle commença par remporter quelques succès, elle les dut à son enthousiasme, à la situation politique favorable, à la faiblesse de la résistance plutôt qu'à sa propre organisation. De pareils éléments n'étaient pas capables de former une armée régulière et bien organisée qui pût exécuter de grandes opérations militaires. Leurs combats n'eurent pas pour effet, tant s'en faut, de réunir tous les Hongrois dans le même camp. Une bonne partie des catholiques hongrois de l'ouest restèrent fidèles à l'idéal national, le rétablissement de l'unité hongroise, même quand THÖKÖLY, soutenu par le sultan et le roi de France, se fut emparé de la plus grande partie de la Hongrie royale et quand, à la Diète convoquée en 1681 par la Cour, que les guerres de Louis XIV avait rendue plus conciliante, il se servit de la majorité pour livrer le peuple, au point de vue religieux, à la merci des seigneurs terriens catholiques et pour assurer à l'Église catholique la possession de tous les biens confisqués à d'autres Églises et dont l'arbitraire princier l'avait enrichie dans les dernières années.

La Hongrie était donc divisée en deux camps, et la plus grande partie du pays en guerre ouverte avec le souverain quand, presque à l'improviste, se réalisa le rêve que les Hongrois caressaient depuis si longtemps : le rétablissement de l'unité politique et territoriale. Pendant le dernier quart du XVII^e siècle, l'empire turc voulut remédier par des succès extérieurs, par des conquêtes, à la décadence qui se manifestait de plus en plus dans son sein. La Porte voulut continuer la politique de Soliman, et l'extension de la conquête redevenit le but de ses efforts. Mais en 1683, sous les murs de Vienne, il apparut clairement que la force de l'empire turc

était ébranlée, et le siège se termina par un échec retentissant. Instruit par cette leçon, Léopold répondit à l'appel du pape et, soutenu par Venise et par les seigneurs allemands, rassembla toutes ses forces pour poursuivre la guerre contre les Turcs. Avec une rapidité prodigieuse, les armées impériales marchèrent de succès en succès. Les troupes de l'Europe centrale entière et nombre de volontaires venus des pays occidentaux accoururent sous les drapeaux de l'empereur. Les Brandebourgeois et les Bavarois eurent la part du lion dans la reprise de Bude en 1686 par CHARLES, DUC DE LORRAINE. Le commandant des armées impériales battit les Turcs en plusieurs grandes batailles et son successeur LOUIS, marquis DE BADÉ, avança jusqu'aux Monts Balkans. Les Turcs réussirent bien à repousser les conquérants et à atteindre encore une fois la ligne du Danube, mais le talent militaire d'EUGÈNE DE SAVOIE, qui à Zenta remporta sur les armées turques une victoire écrasante (1697), décida définitivement du sort de cette campagne de 16 ans. La paix (1699) ne laissa aux Turcs que l'angle formé par la Tisza, le Danube et le Maros, jusqu'à ce que Léopold réunît de nouveau la Transylvanie à la couronne de Saint-Etienne. Vingt ans plus tard, le Prince Eugène de Savoie délivra de la domination turque le dernier morceau du territoire hongrois et força la Serbie et la Valachie, anciens Etats feudataires de la Hongrie, à reconnaître la suzeraineté de celle-ci à Pojarevatz (1718). Après la mort de ce prince, la Hongrie ne tarda pas à reperdre ces territoires, et la frontière naturelle de la ligne du Danube devint la frontière définitive de la monarchie des Habsbourg (Belgrade 1739).

Devant les victoires des armées impériales, les troupes des *kuruc* s'étaient dispersées, et beaucoup d'entre eux, voyant que l'on s'appêtait sérieusement à délivrer le pays, prirent part à la lutte contre les Turcs. Le rétablissement de l'unité du pays fut sans contredit le mérite de la dynastie. Cette circonstance accrut énormément aux dépens des ordres le pouvoir du souverain, ce qui se manifesta dès la Diète de 1687, qui annula la clause de la *Bulle d'Or* donnant aux soulèvements des Ordres un fondement juridique et mit fin à la royauté élective en fixant selon le droit de primogéni-

ture la succession au trône dans la branche masculine des Habsbourg. Le souverain héréditaire était tenu seulement de signer lors de son couronnement une charte garantissant la constitution et les droits des ordres. A cette même Diète, l'aristocratie catholique obtint, en récompense des services qu'elle avait rendus à la Cour, le droit d'ériger des fidéicommiss.

Ses conseillers se hâtèrent d'employer le pouvoir prépondérant du souverain pour réaliser leurs anciens projets : centraliser l'absolutisme et dénationaliser le royaume. Leurs efforts étaient favorisés par le fait que dans la majeure partie du pays il fallait organiser à nouveau tout l'appareil économique et gouvernemental sur les territoires reconquis. Sur le conseil du cardinal Léopold KOLLONICS, archevêque d'Esztergom, un des plus odieux ennemis des Hongrois, cet immense territoire, — où le peu de civilisation laissé par les Turcs avait été presque entièrement anéanti par la guerre de libération, par les excès des mercenaires étrangers et par les dévastations des Tartares, les troupes auxiliaires des Turcs, — fut traité comme une nouvelle province que l'on aurait conquise par les armes. Les familles hongroises nobles ne purent rentrer en possession de leurs domaines ancestraux que si elles étaient à même de produire des pièces à l'appui de leur requête et à condition de payer la taxe fixée à titre de frais de libération. Pour décider au sujet des prétentions de ces nombreuses familles hongroises, auxquelles l'invasion turque avait fait perdre tout leur avoir, et qui durant plusieurs générations, avaient servi dans la guerre contre les conquérants païens ou attendu dans quelque petite ville de la Haute-Hongrie la libération de leurs domaines, on créa une commission formée d'étrangers, la *neoacquistica commissio*. D'immenses territoires situés dans le bas-pays ou pris sur les domaines confisqués par l'Etat après la répression du soulèvement *kuruc* furent distribués par la Cour en guise de récompenses à des généraux étrangers, des favoris, et autres individus qui s'étaient acquis quelque titre à la reconnaissance de la dynastie, ainsi qu'à des officiers et des fonctionnaires pour les arrérages de leur solde ou payement et enfin à des fournisseurs militaires dont

la créance n'avait pas été payée. Le dépeuplement était tel qu'il en résulta un état de choses rappelant les premières années du moyen-âge, quand la valeur d'un domaine ne dépendait pas de son étendue ou de la qualité des terres, mais de la main-d'œuvre, c'est-à-dire de la population qui s'y rencontrait. Il se forma une nouvelle aristocratie agraire qui ne devait se magyariser que beaucoup plus tard. Cette malsaine répartition de la propriété foncière, jamais corrigée depuis lors, qui distingue le bas-pays hongrois et la Transdanubie et qui est caractérisée par des domaines si vastes et si nombreux que nulle part on ne saurait en trouver l'équivalent en étendue et dans une pareille proportion, date des cent premières années après la libération de la Hongrie. C'est une des conséquences funestes de l'occupation turque.

- Une autre conséquence désastreuse de cette conquête si fatale à la Hongrie fut le changement dont elle fut l'occasion dans la proportion des nationalités. Si plus tard, sous l'effet des principes libérateurs de la révolution française, la question des nationalités revêtit en Hongrie une forme si dangereuse qu'elle finit par mener un État millénaire à la malheureuse situation où nous le voyons aujourd'hui, la faute en est à ce grand mouvement de colonisation qui à la vérité ne fut pas dirigé par Vienne dans un esprit de bienveillance à l'égard des Hongrois, mais qui, étant donné la décroissance de la population magyare, n'aurait guère pu prendre un autre cours, même si la Cour avait été mieux disposée à l'endroit des Hongrois. Le mouvement de colonisation commença par l'établissement des Serbes, qui eut lieu en 1690, pendant la guerre d'affranchissement, quand les troupes impériales furent contraintes par une contre-attaque des Turcs, de reculer derrière la ligne qui s'étend des Balkans au Danube et à la Save. Craignant la vengeance des Turcs, les Serbes qui s'étaient soulevés lors de l'avance des Impériaux, se retirèrent avec eux sous la conduite du patriarche d'Ipek ; 36.000 familles serbes s'établirent sur les confins méridionaux du pays, afin de pouvoir, à l'occasion, retourner dans leur patrie. Une lettre patente de l'empereur les investit d'une large autonomie religieuse, que par la suite, avec l'appui des autorités de Vienne, ils étén-

dirent au domaine politique aux dépens de l'administration des comitats hongrois. L'indépendance territoriale fut d'ailleurs, dès les premiers temps, le but de tous leurs efforts. Pour leur assurer une situation spéciale, les autorités centrales de Vienne, qui désiraient restreindre le plus possible le ressort administratif du comitat, firent de la région occupée par eux, le long de la ligne qui formait alors la frontière méridionale du pays, de la Save à la vallée du Maros, un territoire administratif spécial. Ce territoire appartenait à la zone défensive qui dépendait du conseil de guerre de la Cour et qui, avec le système, commencé au xvi^e siècle, des garde-frontières croates, avec les régiments croates et vers l'est les régiments allemands et roumains, s'étendait tout le long de la frontière méridionale. Les garde-frontières recevaient des domaines héréditaires en échange desquels ils devaient prendre les armes en cas de guerre. Sur la zone défensive, c'était aussi du Conseil de guerre de Vienne que dépendait l'administration.

Vers l'est, la population roumaine se répandait de plus en plus. Jouissant des privilèges accordés aux colons, les Roumains émigraient en masse des régions montagneuses de la Transylvanie vers la vallée des affluents de la Tisza, le Maros, les trois Kôrös et le Szamos, sur des territoires habités autrefois par une population purement hongroise et où maintenant leur arrivée était bien accueillie, même par d'autres que les bureaux de la Cour, le plus grand propriétaire foncier. Le vide que leur départ laissait en Transylvanie fut amplement rempli par l'immigration qui, fuyant l'effroyable oppression des principautés roumaines, se dirigea vers le territoire de la Transylvanie, plus avancée aux points de vue économique et intellectuel et où déjà, au temps des princes et grâce à leur appui, étaient nés les premiers produits de la littérature roumaine. Le territoire participant au développement national se trouva ainsi diminué d'une large zone en bordure de la frontière méridionale, zone dont les habitants, soutenus par la dynastie et les autorités de Vienne, ne cessèrent jamais d'opposer leurs aspirations séparatistes aux buts nationaux des Hongrois.

C'est ce qui apparut dès les premières années, lors du soulèvement de FRANÇOIS II RÁKÓCZI, provoqué par les mesures anti-nationales du gouvernement qui frappaient également toutes les classes de la population hongroise.

Non seulement la noblesse, mais les paysans eux-mêmes avaient à souffrir des mesures prises par Kollonics. Les charges entraînées par la guerre d'affranchissement pesaient d'un poids effroyable sur les épaules des serfs. La paix une fois rétablie, les impôts institués à l'arbitraire et l'entretien d'une soldatesque étrangère installée dans le pays et qui ne connaissait aucun ménagement, avaient réduit les paysans à la mendicité. Pour combler la mesure, le protestantisme était persécuté sur ces territoires dont les habitants, qui au temps de l'occupation turque jouissaient d'une entière liberté religieuse, suivaient tous sans exception les doctrines de la Réforme. C'est pourquoi, à l'époque de la guerre de succession d'Espagne, quand les troupes impériales eurent été retirées du pays pour combattre contre Louis XVI, et que RÁKÓCZI, allié au roi de France, se mit à la tête des mécontents sortis de toutes les couches de la nation, le pays ne lui opposa presque aucune résistance, et tomba entièrement entre ses mains. Élu prince et chef par les « ordres alliés », il fut aussi proclamé prince par les Transylvains (1705), pendant que, sous la pression du roi de France, les Habsbourg étaient déclarés déchus du trône de Hongrie (Assemblée d'Ónod). Les victoires remportées sur les Français par le prince Eugène de Savoie, qui accrurent dans une mesure considérable le poids de la puissance des Habsbourg dans la politique européenne, décidèrent du sort de l'insurrection hongroise. C'est grâce à la nature conciliante de Joseph I^{er} que fut signée la paix de Szatmár (1711), conclue par JÁNOS PÁLFFY, général des troupes de l'empereur, avec SÁNDOR KÁROLYI, général *kuruc*, en l'absence de Rákóczi qui cherchait des secours à l'étranger; non seulement l'empereur accordait une amnistie à tous les *kuruc* qui rentraient dans le devoir, mais il promettait de nouveau la liberté religieuse et le retour au régime constitutionnel. Rákóczi lui-même et un certain nombre de ses partisans ne reconnurent pas cette paix et

préférèrent l'exil, d'abord en France et plus tard en Turquie, abandonnant entre les mains de la Cour des domaines d'une immense étendue.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'époque de la double royauté, voir Pál JÁSZAY, *A magyar nemzet napjai a mohácsi vész után* (Comment vécut la nation hongroise après le désastre de Mohács), Pest, 1846 ; Stanislas SMOŁKA, *Ferdinand I. Bemühungen um die Krone von Ungarn*, Archiv f. öst. Gesch., t. LVII ; Árpád KÁROLI, *Adalék a nagyváradi béke és az 1536-1538 évek történetéhez*. (Contribution à l'histoire de la paix de Nagyvárad et des années 1536-1538). Budapest, 1879 ; sur l'époque de la formation de la principauté de Transylvanie : Alphonse HUBER, *Die Erwerbung Siebenbürgens durch König Ferdinand I. im J. 1551 und Bruder Georgs Ende*, Vienne, 1889.

Ferenc SALAMON a donné un beau tableau de l'occupation turque : *Magyarország a török hódoltság korában* (La Hongrie au temps de la domination turque), 2^e édition, Budapest, 1886. Sur la même époque, principalement sur la vie militaire, mais aussi sur toutes sortes de questions se rapportant à la civilisation de ce temps, Sándor TAKÁTS a écrit toute une série d'ouvrages : *Rajzok a török világból* (Tableaux du régime turc), t. I-III, Budapest, 1915-1917 ; *Régi magyar kapitányok és generálisok* (Anciens capitaines et généraux hongrois), Budapest, 1922 ; *Régi magyar asszonyok* (Dames hongroises d'autrefois), Budapest, 1914. Sur les pachas de Bude, voir : A. TAKÁTS, F. ECKHART et Gy. SZEKŰ : *A budai basák magyar nyelvi levelezése* (La correspondance en langue hongroise des pachas de Bude), t. I, 1553-1589, Budapest, 1915.

Sur l'administration du royaume de Hongrie nous n'avons que quelques monographies se rapportant à telle ou telle période, et qui sont fondées non pas sur la pleine connaissance de la vie officielle mais sur les instructions données aux fonctionnaires, par exemple : Théodore MAYER, *Das Verhältnis der Hofkammer zur ungarischen Kammer bis zur Regierung Maria Theresias*, Mitt. d. Inst. f. öst. Geschf. 1913 ; en outre : István R. KISS, *A magyar helytartótanács I. Ferdinánd korában és 1549-1551. évi leveleskönyve* (Le conseil de lieutenance hongrois au temps de Ferdinand I^{er} et son épistolier des années 1549-1551), Budapest, 1908. Sur les finances et la situation économique, voir : Ignác ACSÁDY, *A pozsonyi és szepesi kamarák 1565-1604-ig*. (Les Chambres fiscales de Presbourg et de Szepes de 1565 à 1604), Budapest, 1894 ; du même : *Közgazdasági állapotaink a 16. és 17. században* (Notre situation économique aux xvi^e et xvii^e siècles), Budapest, 1889 ; *Magyarország pénzügyei I. Ferdinánd uralkodása alatt* (Les finances de la Hongrie sous le règne de Ferdinand I^{er}), Budapest, 1888, et d'autres études moins étendues. Sur la bibliographie se rapportant au gouvernement central, voir : Gyula SZEKŰ, *Az osztrák központi kormányzatszervek történetének irodalma* (Bibliographie de l'histoire des organes du gouvernement central autrichien), *Történeti Szemle* I, et FELLNER-KRETSCHMAYR, *Die österreichische Zentralverwaltung vom Max I bis 1749*, I. Abt., Vienne, 1907, œuvre d'ensemble, bien que présentant beaucoup de lacunes. Sur les affaires militaires, voir : Sándor TAKÁTS, *A magyar gyalogság megalakulása* (La formation de l'infanterie hongroise), Budapest, 1908.

L'histoire de la Transylvanie est l'objet d'une riche littérature, due en

premier lieu à la plume de Sándor SZILÁGYI. C'est lui qui publia *Az erdélyi országgyűlési emlékek* (Les documents de la diète transylvaine), 1540-1699, en 21 volumes. Budapest, 1875-1898, la source historique la plus importante qui se rapporte à l'État transylvain. Il écrivit *Erdély története, különös tekintettel művelődésére* (Histoire de la Transylvanie considérée spécialement du point de vue de la civilisation), Pest, 1866, et consacra des études approfondies à l'époque des Rákóczi sur laquelle il publia plusieurs recueils de documents. Le résultat de ses travaux est une double biographie : I. *Rákóczy György*. Budapest, 1893 et II. *Rákóczy György*, Budapest, 1891. Un beau tableau de la Transylvanie au temps des Báthory nous est donné par Sándor MIKA, *Mihály Weiss (M. Tört. Életr.)*. Sur les résultats territoriaux de la politique dynastique, voir : Imre LUKINICH, *Erdély területi változásai* (Les changements territoriaux de la Transylvanie), Budapest, 1918. L'étude critique la plus récente sur les relations politiques extérieures de ce pays est celle de Roderich GOOSS, *Oesterreichische Staatsverträge, Fürstentum Siebenbürgen*, Vienne, 1911. — Sur l'influence du protestantisme hongrois chez les Roumains de Transylvanie voir Mario ROQUES : *Palia d'Orästie*. Paris, 1925 (Introduction).

Sur la réforme, voir : Mihály ZSILINSZKY, *A magyar protestáns egyház története* (Histoire de l'Eglise protestante hongroise), Budapest, 1907, et Jenő ZOVÁNYI. *A reformáció története Magyarországon 1563-ig*. (Histoire de la réforme en Hongrie jusqu'en 1563), Budapest, 1922. La meilleure bibliographie dans le cadre d'un court résumé se trouve chez Imre RÉVÉSZ, *A magyarországi protestantizmus történelme* (Histoire du protestantisme hongrois), Budapest, 1925. Voir aussi l'étude de Lajos RÁCZ, *L'inspiration française dans le protestantisme hongrois*, I, II, III. Revue des Études hongroises, 1925 [t. III], pp. 11-20, 255-268 ; 1927 [t. V], pp. 115-124. Sur la seconde moitié du XVII^e siècle, mais particulièrement sur le début du XVIII^e, les sources les plus importantes sont les *Magyar Országgyűlési Emlékek* (Monuments des diètes hongr.), 1526-1606, publiés sous la direction de Vilmos FRAKNÓI et plus tard de Árpád KÁROLYI, 12 volumes. Bpest, 1874-1917 : dans l'introduction des tomes XI-XII, Károlyi traite d'une manière magistrale l'histoire générale de l'époque de Bocskay. Du même auteur : *A huszonkettedik artikulus* [L'article vingt-deux] (1604 : XXII), Budapest, 1889 ; du même Árpád KÁROLYI, *Az ellenreformáció kezdetei és Turzó György nádorrá választása* (Les commencements de l'anti-réformation et l'élection de Georges Turzó à la dignité de Palatin), Századok, 1919. Sur Pázmány voir : Vilmos FRAKNÓI, *Pázmány Péter*, Budapest, 1886 (*Tört. Életr.*) ; sur l'antagonisme entre la Hongrie occidentale et la Hongrie orientale, Gy. SZÉKÉNY, *Der Staat Ungarn*. (L'État hongrois). Berlin-Stuttgart, 1918.

Dans le même ouvrage, l'époque de Léopold I^{er} est caractérisée d'une manière approfondie. Sur ce sujet, l'ouvrage de Huber est continué par Oswald REBLICH, dans *Oesterreichs Grossmachtsbildung in der Zeit Leopolds I*, Gotha, 1921 ; voir encore Gyula PAULER, *Wesselényi Ferenc nádor és társainak összeesküvése* (La conspiration du palatin François Wesselényi et de ses compagnons), I-II, 1664-1671. Budapest, 1876 ; sur la guerre de libération : Árpád KÁROLYI, *Buda és Pest visszavívása 1686-ban* (La reprise de Bude et de Pest en 1686), Budapest, 1886 ; Alfred ARNETH, *Prinz Eugen von Savoyen*, I-III, Vienne, 1858 ; sur les réformes de Kollonics : Théodore MAYER, *Verwaltungsreform in Ungarn nach der Türkenzeit*, Vienne, 1911.

Parmi les nombreux ouvrages consacrés à l'époque des *kuruc*, voir : DÁVID ANGYAL, *Thököly Imre*. Budapest, 1889. *Tört. Eletr.* A mentionner surtout les travaux très étendus, mais qui doivent être consultés avec critique, de KÁLMÁN THALY, outre ses innombrables articles et publications dans les revues *Századok* et *Történelmi Tár*, citons de lui : *Archivum Rakocianum* (Had-és Belügy [affaires militaires et intérieures], I-X et Diplomácia I-III), Budapest, 1873-1889 ; une édition des sources relatives à l'époque des *kuruc* est : OCSKAY LÁSZLÓ, *II. Rákóczi Ferenc fejedelem dandárnoka és a felsőmagyarországi hadjáratok* (Ladislas Ocskay, colonel-brigadier du prince François Rákóczi II, et les campagnes en Haute-Hongrie (1703-1710), I-II, 2^e édition, Budapest, 1906, et *Gróf Eszterházy Antal kurucgenerális tábori könyve*. (Le livre de camp du comte Antal Eszterházy, général kuruc, 1706-1709), Budapest, 1901 ; comme œuvres d'ensemble : SÁNDOR MÁRKI, *II. Rákóczi Ferenc*, I-III, Budapest, 1907-1910, et Baron HENGELMÜLLER, *Franz Rákóczi und sein Kampf für Ungarn* (1703-1711). I. Stuttgart, 1913. Sur l'époque postérieure à l'échec du soulèvement, voir : GYULA SZERFÜ, *A száműzött Rákóczi* (Rákóczi en exil) [1715-1735], Budapest, 1913 ; sur la conclusion de la paix : LUKINICH Imre, *A szatmári béke története és okiratlára* (Histoire de la paix de Szatmár et documents s'y rapportant), Budapest, 1925.

Sur la formation de la grande propriété, voir : Péter AGOSTON, *A magyar világi nagybirtok története* (Histoire de la grande propriété laïque en Hongrie), Budapest, 1913. Sur les régions frontières, voir : I. H. SCHWICKER, *Geschichte der österreichischen Militärgrenze*, Vienne, 1883 (cf. *Századok*, 1884) ; sur les Serbes : I. H. SCHWICKER, *Politische Geschichte der Serben in Ungarn*, Budapest, 1880, du même, sur les colonies allemandes : *Die Deutschen in Ungarn und Siebenbürgen*, Vienne, 1881, et LAJOS BARÓTI, *A bánági legrégebb német település története* (Histoire de la plus ancienne colonisation allemande dans le Banat), Temesvár, 1892 ; sur les colonies roumaines et les mouvements ethniques au delà de la Tisza : ISTVÁN GYÖRFFY, *A feketekörösvölgyi magyarság települése* (La colonisation hongroise dans la vallée du Feketekörös), Budapest, 1914, *Földrajzi Közöny* (Revue géographique). *Dél-Bihar népesedési és nemzetiségi viszonyai negyedszáz év óta*, (La situation de la partie sud du comitat de Bihar au point de vue du peuplement et des nationalités depuis quatre siècles et demi), Budapest, 1915 (Földr. Közl.) et *Nagykunsági Krónika* (Chronique de la Grande-Comanie), Karcag, 1922. — Sur les conséquences de l'occupation turque voir : D. SZENT-IVÁNYI, *L'occupation turque en Hongrie et ses conséquences sur l'évolution ultérieure du pays*. Revue des sciences politiques, 1926, pp. 513-534.

(Institut Historique Hongrois de Vienne). FERENC ECKHART